

Rapport annuel de mise en œuvre pour l'objectif «Investissement pour la croissance et l'emploi»
PARTIE A

IDENTIFICATION DU RAPPORT ANNUEL DE MISE EN ŒUVRE

CCI	CCI
Intitulé	Programme Opérationnel Interrégional FEDER Alpes 2014-2020
Version	2018.0
Date d'approbation du rapport par le comité de suivi	25 juin 2019

IDENTIFICATION DU RAPPORT ANNUEL DE MISE EN ŒUVRE	1
2. VUE D'ENSEMBLE DE LA RÉALISATION DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL [article 50, paragraphe 2, et article 111, paragraphe 3, point a), du règlement (UE) n° 1303/2013]	4
2.1. Informations clés sur la réalisation du programme opérationnel pour l'année concernée, notamment sur les instruments financiers, en relation avec les données financières et les données relatives aux indicateurs.....	4
3. RÉALISATION DE L'AXE PRIORITAIRE [article 50, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1303/2013]	6
3.1. Vue d'ensemble de la réalisation.....	6
3.2. Indicateurs communs et spécifiques au programme [article 50, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1303/2013]	7
Tableau 3A: Indicateurs de réalisation communs et spécifiques au programme pour le FEDER et le Fonds de cohésion (par axe prioritaire, priorité d'investissement, ventilés par catégorie de région pour le FEDER) - 1 / 6c	7
Tableau 3A: Indicateurs de réalisation communs et spécifiques au programme pour le FEDER et le Fonds de cohésion (par axe prioritaire, priorité d'investissement, ventilés par catégorie de région pour le FEDER) - 1 / 6d	10
Tableau 3A: Indicateurs de réalisation communs et spécifiques au programme pour le FEDER et le Fonds de cohésion (par axe prioritaire, priorité d'investissement, ventilés par catégorie de région pour le FEDER) - 2 / 3d	12
Tableau 3A: Indicateurs de réalisation communs et spécifiques au programme pour le FEDER et le Fonds de cohésion (par axe prioritaire, priorité d'investissement, ventilés par catégorie de région pour le FEDER) - 3 / 5b	15
Tableau 3A: Indicateurs de réalisation communs et spécifiques au programme pour le FEDER et le Fonds de cohésion (par axe prioritaire, priorité d'investissement, ventilés par catégorie de région pour le FEDER) - 4	18
Tableau 1: Indicateurs de résultat pour le FEDER et le Fonds de cohésion (par axe prioritaire et objectif spécifique); s'applique aussi à l'axe prioritaire d'assistance technique - 4 / OSat	19
Tableau 3B: Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien du programme opérationnel net de soutien multiple aux mêmes entreprises	20
Tableau 5: Informations sur les valeurs intermédiaires et cibles définies dans le cadre de performance.....	21
3.4 Données financières [article 50, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1303/2013].....	22
Tableau 6: Informations financières au niveau de l'axe prioritaire et du programme	22
Tableau 7: Ventilation des données financières cumulées par catégorie d'intervention pour le FEDER, le FSE et le Fonds de cohésion [article 112, paragraphes 1 et 2, du règlement (UE) n° 1303/2013 et article 5 du règlement (UE) n° 1304/2013]	23
Tableau 8: L'utilisation du financement croisé.....	25
Tableau 9: Coût des opérations réalisées en dehors de la zone du programme (FEDER et Fonds de cohésion au titre de l'objectif «Investissement pour la croissance et l'emploi»)	26
Tableau 10: Dépenses supportées en dehors de l'Union (FSE).....	27
4. SYNTHÈSE DES ÉVALUATIONS	28
6 PROBLÈMES ENTRAVANT LA RÉALISATION DU PROGRAMME ET MESURES PRISES [article 50, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1303/2013]	30
7. RÉSUMÉ À L'INTENTION DES CITOYENS	33
8. RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS	34
9. Facultatif pour le rapport à présenter en 2016, sans objet pour les autres rapports allégés: ACTIONS MENÉES POUR SATISFAIRE AUX CONDITIONS EX ANTE	35
10. PROGRÈS ACCOMPLIS DANS L'ÉLABORATION ET LA RÉALISATION DE GRANDS PROJETS ET DE PLANS D'ACTION COMMUNS [article 101, point h), et article 111, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 1303/2013]	37
10.1. Grands projets.....	37
10.2. Plans d'action communs.....	40
11. ÉVALUATION DE LA RÉALISATION DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL [article 50, paragraphe 4, et article 111, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 1303/2013]	43
11.1. Informations de la partie A et réalisation des objectifs du programme [article 50, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 1303/2013].....	43
11.2. Mesures spécifiques prises pour promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes et prévenir la discrimination, en particulier concernant l'accessibilité pour les personnes handicapées, et les dispositions visant à	

garantir l'intégration de la dimension «hommes-femmes» au niveau du programme opérationnel et des opérations [article 50, paragraphe 4, et article 111, paragraphe 4, deuxième alinéa, point e), du règlement (UE) n° 1303/2013]	49
11.3. Développement durable [article 50, paragraphe 4, et article 111, paragraphe 4, deuxième alinéa, point f), du règlement (UE) n° 1303/2013]	50
11.4. Communication des données relatives au soutien affecté aux objectifs liés au changement climatique [article 50, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 1303/2013]	51
11.5. Rôle des partenaires dans la réalisation du programme	51
12. INFORMATIONS ET ÉVALUATION OBLIGATOIRES CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 111, PARAGRAPHE 4, PREMIER ALINÉA, POINTS a) ET b), DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013	53
12.1. Les progrès accomplis dans la mise en œuvre du plan d'évaluation et le suivi donné aux résultats des évaluations	53
12.2. Les résultats des mesures d'information et de publicité relatives aux Fonds, prises en application de la stratégie de communication	55
13. ACTIONS MENÉES POUR SATISFAIRE AUX CONDITIONS EX ANTE [article 50, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 1303/2013] (Les données peuvent être incluses dans le rapport à présenter en 2016. — voir le point 9 ci-dessus) (Données requises dans le rapport présenté en 2017 - Option: rapport d'avancement).....	59
14. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE AJOUTÉES, EN FONCTION DU CONTENU ET DES OBJECTIFS DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL [article 111, paragraphe 4, deuxième alinéa, points a), b), c), d), g) et h), du règlement (UE) n° 1303/2013]	60
14.1. Progrès de la mise en œuvre de l'approche intégrée de développement territorial, y compris le développement des régions confrontées à des défis démographiques et des handicaps permanents ou naturels, les investissements territoriaux intégrés, le développement urbain durable et le développement local mené par les acteurs locaux, relevant du programme opérationnel	60
14.2. Les progrès accomplis dans la réalisation d'actions visant à renforcer les capacités des autorités nationales et des bénéficiaires à gérer et à utiliser les Fonds	60
14.3. Les progrès accomplis dans la réalisation d'éventuelles actions interrégionales et transnationales	60
14.4. Le cas échéant, la contribution aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes	60
<i>EUSALP</i>	62
14.5. Les progrès accomplis dans la réalisation des actions en matière d'innovation sociale, le cas échéant	64
14.6. Les progrès accomplis dans l'exécution des mesures visant à répondre aux besoins spécifiques des zones géographiques les plus touchées par la pauvreté ou des groupes cibles les plus menacés de pauvreté, de discrimination ou d'exclusion sociale, et particulièrement des communautés marginalisées et des personnes handicapées, des chômeurs de longue durée et des jeunes sans emploi, en précisant, le cas échéant, les ressources financières utilisées	64
15. INFORMATIONS FINANCIÈRES AU NIVEAU DE L'AXE PRIORITAIRE ET DU PROGRAMME [article 21, paragraphe 2, et article 22, paragraphe 7, du règlement (UE) n° 1303/2013].....	65
16. CROISSANCE INTELLIGENTE, DURABLE ET INCLUSIVE (option: rapport d'avancement)	66
17. PROBLÈMES ENTRAVANT LA RÉALISATION DU PROGRAMME ET MESURES PRISES — CADRE DE PERFORMANCE [article 50, paragraphe 2 du règlement (UE) n° 1303/2013]	69
Documents.....	70
Résultats de la dernière validation	71

2. VUE D'ENSEMBLE DE LA RÉALISATION DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL [ARTICLE 50, PARAGRAPHE 2, ET ARTICLE 111, PARAGRAPHE 3, POINT A), DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]

2.1. Informations clés sur la réalisation du programme opérationnel pour l'année concernée, notamment sur les instruments financiers, en relation avec les données financières et les données relatives aux indicateurs.

Les défis et efforts de l'Autorité de gestion au cours de l'année 2018 se sont orientés autour du cadre de performance et la préparation de l'examen de performance. Au-delà de l'échéance du 31 décembre, plusieurs éléments ont conduit à converger autour de cet objectif :

- La lettre d'alerte envoyée par la Commission suite au RAMO de l'année précédente ;
- L'achèvement des évaluations de mise en œuvre qui comportaient un volet dédié au suivi et qui se sont achevées en mars 2018 ;
- La modification du règlement permettant la prise en compte des réalisations effectives relatives à des dossiers non soldés ;
- La révision des indicateurs financiers du POIA adopté le 6 août 2018 par les services de la Commission.

La prise en compte du Règlement Omnibus s'est traduite par la valorisation d'indicateurs du cadre de performance dont les opérations étaient toujours en cours au 31/12/2018. Les réalisations ont été contrôlées lors des CSF d'acompte ou lors de remontées d'informations de la part des bénéficiaires. En revanche, pour les indicateurs de réalisation hors cadre de performance, seuls les indicateurs des opérations soldées ont été valorisées dans ce RAMO.

Depuis 2016, une stratégie volontariste de programmation des crédits FEDER au titre du POIA a été impulsée en lien avec les partenaires du massif pour répondre aux besoins des territoires alpins dont le modèle de développement est confronté à des défis majeurs économiques et climatiques. L'ensemble des thématiques du programmes ont été couvert par des appels, à savoir :

- 1- le développement touristique de la montagne en période estivale (axe 1)
- 2- la protection de la biodiversité alpine (axe 1)
- 3- la compétitivité des entreprises de la filière construction bois des alpes (axe 2)
- 4- la gestion des risques en zone de montagne (axe 3)

La stratégie du POIA est cohérente avec les programmes transfrontaliers (ALCOTRA notamment) et la Stratégie de l'Union européenne pour la région alpine (SUERA) : cette stratégie est détaillée en section 14 du présent RAMO.

Les 4 appels ont été lancés le 18 Juin 2018. Une présentation de ces nouveaux appels a été réalisée suite au Comité de Suivi en présentiel qui s'est tenu à Gap le 20 Juin 2018. Une seconde réunion de présentation a été organisée à Annecy le 25 juin. Ces deux réunions organisées sur le territoire du massif ont rassemblé 69 participants.

Dans ce cadre, 68 dossiers ont été déposés en 2018 pour un montant total de 27,7 M€. La majorité des dossiers a été déposée sur l'axe 1 (51 dossiers contre 8 sur l'axe 2 et 9 sur l'axe 3).

Du lancement du PO jusqu'au 31/12/2018, 166 opérations ont été conventionnées avec du FEDER sur le massif des alpes, pour un coût total éligible de 43,3 M€ équivalent à 63,7 % du financement total du programme (AT comprise). Sur cette même période, les bénéficiaires ont déclaré un total de 18,5 M€ de dépenses, équivalent à 27,3% du financement total du programme (AT comprise). La ventilation de ces montants par axe prioritaire est disponible à la section 3.1 du RAMO.

En 2018, 48 opérations ont été conventionnées pour un montant total de 13,2 M€. La majorité de ce montant relève de l'axe 1 avec 38 opérations conventionnés pour un montant de 10,4 M€.

3. RÉALISATION DE L'AXE PRIORITAIRE [ARTICLE 50, PARAGRAPHE 2, DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]

3.1. Vue d'ensemble de la réalisation

ID	Axe prioritaire	Informations clés sur la mise en œuvre de l'axe prioritaire avec référence aux principaux développements, aux problèmes majeurs et aux mesures prises pour traiter ces derniers.
1	Protéger et valoriser les ressources alpines pour un développement durable des territoires de Montagne	<p>Depuis 2014, 135 opérations ont été conventionnées sur l'axe prioritaire 1 pour un coût total de 30 M€, soit 69% de l'allocation totale et un montant FEDER de 12 M€ soit un taux de programmation de 55 %. Sur cette même période, les bénéficiaires ont présenté à l'autorité de gestion un montant total de 11,8 M€ de dépenses, soit 27% de l'allocation totale.</p> <p>Par priorité d'investissement, les montants de FEDER se répartissent de la manière suivante :</p> <p>Sur la PI6c : Depuis 2014, 119 dossiers ont été conventionnés pour un CTE de 24,6 M€. Le montant de FEDER programmé est de 9,4 M€ soit 43% de la dotation.</p> <p>Sur la PI6d : Depuis 2014, 16 dossiers ont été conventionnés pour un CTE de 5,4 M€. Le montant de FEDER programmé est de 2,6 M€ soit 12% de la dotation.</p>
2	Structurer et consolider la filière alpine de la transformation du bois pour la construction	Depuis 2014, 15 opérations ont été conventionnées sur l'axe prioritaire 2 (PI3d) pour un coût total de 8,6 M€, soit 72% de l'allocation totale et un montant FEDER de 2 M€ soit un taux de programmation de 33%. Sur cette même période, les bénéficiaires ont présenté à l'autorité de gestion un montant total de 5,8 M€ de dépenses, soit 48% de l'allocation totale.
3	Développer la résilience des territoires et des populations face aux risques naturels	Depuis 2014, 15 opérations ont été conventionnées sur l'axe prioritaire 3 (PI5b) pour un coût total de 3,8 M€, soit 38% de l'allocation totale et un montant FEDER de 1,8 M€ soit un taux de programmation de 37%. Sur cette même période, les bénéficiaires ont présenté à l'autorité de gestion un montant total de 377 050 € de dépenses, soit 4% de l'allocation totale.
4	Assistance technique du programme	Depuis 2014, 1 opération a été conventionnée sur l'axe prioritaire 4 pour un coût total de 839 107 €, soit 35% de l'allocation totale et un montant FEDER de 419 553 € soit un taux de programmation de 35 %. Sur cette même période, les bénéficiaires ont présenté à l'autorité de gestion un montant total de 608 553 € de dépenses, soit 26% de l'allocation totale.

3.2. Indicateurs communs et spécifiques au programme [article 50, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1303/2013]

Axes prioritaires, à l'exclusion de l'assistance technique

Axe prioritaire	1 - Protéger et valoriser les ressources alpines pour un développement durable des territoires de Montagne
Priorité d'investissement	6c - Conserver, protéger, favoriser et développer le patrimoine naturel et culturel

Tableau 3A: Indicateurs de réalisation communs et spécifiques au programme pour le FEDER et le Fonds de cohésion (par axe prioritaire, priorité d'investissement, ventilés par catégorie de région pour le FEDER) - 1 / 6c

(1)	ID	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région	Valeur cible (2023) - Total	Valeur cible (2023) - Hommes	Valeur cible (2023) - Femmes	2018 Total	2018 Hommes	2018 Femmes	Observations
F	IR1	Nombre de plans d'actions territoriaux annuels soutenus	Plans d'actions	Plus développées	110,00			56,00			
S	IR1	Nombre de plans d'actions territoriaux annuels soutenus	Plans d'actions	Plus développées	110,00			260,00			Au 31/12/2018, des discussions sont engagées avec un porteur afin de réviser la valeur conventionnée d'un dossier dont la valeur cible est erronée.
F	IR2	Nombre d'infrastructures de mise en valeur patrimoniale soutenues	infrastructures	Plus développées	110,00			42,00			
S	IR2	Nombre d'infrastructures de mise en valeur patrimoniale soutenues	infrastructures	Plus développées	110,00			507,00			Une opération dont l'indicateur Ir2 a été conventionné de façon erronée est en cours d'avenant au 31/12/2018.
F	IR3	Nombre de campagnes de promotion interrégionale d'un produit de valorisation du patrimoine naturel et culturel	Campagne de promotion interrégionale	Plus développées	18,00			6,00			
S	IR3	Nombre de campagnes de promotion interrégionale d'un produit de valorisation du patrimoine naturel et culturel	Campagne de promotion interrégionale	Plus développées	18,00			19,00			

(1) S = Valeur cumulée — réalisations devant résulter des opérations sélectionnées [prévisions fournies par les bénéficiaires], F = Valeur cumulée — réalisations résultant des opérations [réalisation effective]

(1)	ID	Indicateur	2017 Total	2017 Hommes	2017 Femmes	2016 Total	2016 Hommes	2016 Femmes	2015 Total	2015 Hommes	2015 Femmes
F	IR1	Nombre de plans d'actions territoriaux annuels soutenus	25,00			4,00			21,00		
S	IR1	Nombre de plans d'actions territoriaux annuels soutenus	192,00			188,00			26,00		
F	IR2	Nombre d'infrastructures de mise en valeur patrimoniale soutenues	0,00			0,00			0,00		
S	IR2	Nombre d'infrastructures de mise en valeur patrimoniale soutenues	75,00			71,00			34,00		
F	IR3	Nombre de campagnes de promotion interrégionale d'un produit de valorisation du patrimoine naturel et culturel	0,00			0,00			0,00		
S	IR3	Nombre de campagnes de promotion interrégionale d'un produit de valorisation du patrimoine naturel et culturel	12,00			12,00			11,00		

(1)	ID	Indicateur	2014 Total	2014 Hommes	2014 Femmes
-----	----	------------	------------	-------------	-------------

(1)	ID	Indicateur	2014 Total	2014 Hommes	2014 Femmes
F	IR1	Nombre de plans d'actions territoriaux annuels soutenus	0,00		
S	IR1	Nombre de plans d'actions territoriaux annuels soutenus	0,00		
F	IR2	Nombre d'infrastructures de mise en valeur patrimoniale soutenues	0,00		
S	IR2	Nombre d'infrastructures de mise en valeur patrimoniale soutenues	0,00		
F	IR3	Nombre de campagnes de promotion interrégionale d'un produit de valorisation du patrimoine naturel et culturel	0,00		
S	IR3	Nombre de campagnes de promotion interrégionale d'un produit de valorisation du patrimoine naturel et culturel	0,00		

Axe prioritaire	1 - Protéger et valoriser les ressources alpines pour un développement durable des territoires de Montagne
Priorité d'investissement	6c - Conserver, protéger, favoriser et développer le patrimoine naturel et culturel
Objectif spécifique	OS1 - Accroître la découverte estivale du massif par la valorisation du patrimoine naturel et culturel

Tableau 1: Indicateurs de résultat pour le FEDER et le Fonds de cohésion (par axe prioritaire et objectif spécifique); s'applique aussi à l'axe prioritaire d'assistance technique

ID	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible 2023	2018 Total	2018 Qualitative	Observations
Ir1	Nombre de nuitées touristiques estivales	Nuitée	Plus développées	50 798 000,00	2012	53 340 000,00	14 993 004,00		Les données annuelles ont été corrigées. Cet indicateur est fourni par l'INSEE qui réalise une enquête sur le territoire exact des espaces valléens sur la base de leurs enquêtes tourisme réalisées annuellement auprès des hébergeurs. Les données sont donc plus précises mais excluent le secteur non marchand. La valeur de référence ainsi que la valeur cible devront faire l'objet d'une demande de révision afin d'être en cohérence avec la méthode de collecte de l'INSEE.

ID	Indicateur	2017 Total	2017 Qualitative	2016 Total	2016 Qualitative	2015 Total	2015 Qualitative	2014 Total	2014 Qualitative
Ir1	Nombre de nuitées touristiques estivales	15 756 283,00		15 179 060,00		15 205 424,42		14 800 560,00	

Axe prioritaire	1 - Protéger et valoriser les ressources alpines pour un développement durable des territoires de Montagne
Priorité d'investissement	6d - Protéger et restaurer la biodiversité et les sols et favoriser les services liés aux écosystèmes, y compris au moyen de Natura 2000 et d'infrastructures vertes

Tableau 3A: Indicateurs de réalisation communs et spécifiques au programme pour le FEDER et le Fonds de cohésion (par axe prioritaire, priorité d'investissement, ventilés par catégorie de région pour le FEDER) - 1 / 6d

(1)	ID	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région	Valeur cible (2023) - Total	Valeur cible (2023) - Hommes	Valeur cible (2023) - Femmes	2018 Total	2018 Hommes	2018 Femmes	Observations
F	IR4	Nombre de programmes d'observation, conservation et/ou protection de la biodiversité soutenus	programmes	Plus développées	25,00			49,00			
S	IR4	Nombre de programmes d'observation, conservation et/ou protection de la biodiversité soutenus	programmes	Plus développées	25,00			94,00			
F	IR5	Nombre d'ouvrages de restauration de continuités soutenus	Ouvrages de restauration	Plus développées	4,00			0,00			
S	IR5	Nombre d'ouvrages de restauration de continuités soutenus	Ouvrages de restauration	Plus développées	4,00			14,00			
F	IR6	Nombre de plan d'actions territoriaux de protection de la biodiversité soutenus	plans d'actions	Plus développées	27,00			0,00			
S	IR6	Nombre de plan d'actions territoriaux de protection de la biodiversité soutenus	plans d'actions	Plus développées	27,00			23,00			

(1) S = Valeur cumulée — réalisations devant résulter des opérations sélectionnées [prévisions fournies par les bénéficiaires], F = Valeur cumulée — réalisations résultant des opérations [réalisation effective]

(1)	ID	Indicateur	2017 Total	2017 Hommes	2017 Femmes	2016 Total	2016 Hommes	2016 Femmes	2015 Total	2015 Hommes	2015 Femmes
F	IR4	Nombre de programmes d'observation, conservation et/ou protection de la biodiversité soutenus	0,00			0,00			0,00		
S	IR4	Nombre de programmes d'observation, conservation et/ou protection de la biodiversité soutenus	85,00			50,00			35,00		
F	IR5	Nombre d'ouvrages de restauration de continuités soutenus	0,00			0,00			0,00		
S	IR5	Nombre d'ouvrages de restauration de continuités soutenus	14,00			10,00			4,00		
F	IR6	Nombre de plan d'actions territoriaux de protection de la biodiversité soutenus	0,00			0,00			0,00		
S	IR6	Nombre de plan d'actions territoriaux de protection de la biodiversité soutenus	23,00			4,00			4,00		

(1)	ID	Indicateur	2014 Total	2014 Hommes	2014 Femmes
F	IR4	Nombre de programmes d'observation, conservation et/ou protection de la biodiversité soutenus	0,00		
S	IR4	Nombre de programmes d'observation, conservation et/ou protection de la biodiversité soutenus	0,00		
F	IR5	Nombre d'ouvrages de restauration de continuités soutenus	0,00		
S	IR5	Nombre d'ouvrages de restauration de continuités soutenus	0,00		
F	IR6	Nombre de plan d'actions territoriaux de protection de la biodiversité soutenus	0,00		
S	IR6	Nombre de plan d'actions territoriaux de protection de la biodiversité soutenus	0,00		

Axe prioritaire	1 - Protéger et valoriser les ressources alpines pour un développement durable des territoires de Montagne
Priorité d'investissement	6d - Protéger et restaurer la biodiversité et les sols et favoriser les services liés aux écosystèmes, y compris au moyen de Natura 2000 et d'infrastructures vertes
Objectif spécifique	OS2 - PROTÉGER LA BIODIVERSITÉ ET LES CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES ALPINES

Tableau 1: Indicateurs de résultat pour le FEDER et le Fonds de cohésion (par axe prioritaire et objectif spécifique); s'applique aussi à l'axe prioritaire d'assistance technique

ID	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible 2023	2018 Total	2018 Qualitative	Observations
Ir2	Taux d'espèces naturelles d'intérêt communautaire menacées sur les Alpes	Pourcentage	Plus développées	53,00	2012	50,00	56,60		Valeur de référence: Espèces évaluées en 2007. Valeur 2015: Espèces évaluées en 2013. Valeur 2016: Espèces évaluées en 2013 actualisé à l'aide des nouvelles listes rouges parues entre 2015 et 2017. Valeur 2017: idem. Valeur 2019: Espèces évaluées en 2019, taux actualisé à l'aide de la nouvelle liste des espèces évaluées en 2019 (période 2013-2018), et des nouvelles listes rouges parues entre 2017 et 2019.

ID	Indicateur	2017 Total	2017 Qualitative	2016 Total	2016 Qualitative	2015 Total	2015 Qualitative	2014 Total	2014 Qualitative
Ir2	Taux d'espèces naturelles d'intérêt communautaire menacées sur les Alpes	58,00		58,00		56,70		53,00	

Axe prioritaire	2 - Structurer et consolider la filière alpine de la transformation du bois pour la construction
Priorité d'investissement	3d - Soutenir la capacité des PME à croître sur les marchés régionaux, nationaux et internationaux ainsi qu'à s'engager dans les processus d'innovation

Tableau 3A: Indicateurs de réalisation communs et spécifiques au programme pour le FEDER et le Fonds de cohésion (par axe prioritaire, priorité d'investissement, ventilés par catégorie de région pour le FEDER) - 2 / 3d

(1)	ID	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région	Valeur cible (2023) - Total	Valeur cible (2023) - Hommes	Valeur cible (2023) - Femmes	2018 Total	2018 Hommes	2018 Femmes	Observations
F	CO01	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	Entreprises	Plus développées	110,00			73,00			
S	CO01	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	Entreprises	Plus développées	110,00			123,00			
F	CO02	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant de subventions	Entreprises	Plus développées	63,00			3,00			
S	CO02	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant de subventions	Entreprises	Plus développées	63,00			20,00			
F	CO04	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier	Entreprises	Plus développées	110,00			107,00			
S	CO04	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier	Entreprises	Plus développées	110,00			220,00			
F	CO06	Investissement productif: investissements privés complétant un soutien public aux entreprises (subventions)	EUR	Plus développées	15 120 000,00			86 087,50			Valeur 2017 corrigée.
S	CO06	Investissement productif: investissements privés complétant un soutien public aux entreprises (subventions)	EUR	Plus développées	15 120 000,00			6 130 193,67			

(1) S = Valeur cumulée — réalisations devant résulter des opérations sélectionnées [prévisions fournies par les bénéficiaires], F = Valeur cumulée — réalisations résultant des opérations [réalisation effective]

(1)	ID	Indicateur	2017 Total	2017 Hommes	2017 Femmes	2016 Total	2016 Hommes	2016 Femmes	2015 Total	2015 Hommes	2015 Femmes
F	CO01	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	3,00			3,00			0,00		
S	CO01	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	119,00			119,00			0,00		
F	CO02	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant de subventions	3,00			3,00			0,00		
S	CO02	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant de subventions	16,00			16,00			0,00		
F	CO04	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier	0,00			0,00			0,00		
S	CO04	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier	220,00			220,00			0,00		
F	CO06	Investissement productif: investissements privés complétant un soutien public aux entreprises (subventions)	0,00			0,00			0,00		
S	CO06	Investissement productif: investissements privés complétant un soutien public aux entreprises (subventions)	4 035 122,22			168 644,36			0,00		

(1)	ID	Indicateur	2014 Total	2014 Hommes	2014 Femmes
F	CO01	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	0,00		
S	CO01	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	0,00		
F	CO02	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant de subventions	0,00		

(1)	ID	Indicateur	2014 Total	2014 Hommes	2014 Femmes
S	CO02	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant de subventions	0,00		
F	CO04	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier	0,00		
S	CO04	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier	0,00		
F	CO06	Investissement productif: investissements privés complétant un soutien public aux entreprises (subventions)	0,00		
S	CO06	Investissement productif: investissements privés complétant un soutien public aux entreprises (subventions)	0,00		

Axe prioritaire	2 - Structurer et consolider la filière alpine de la transformation du bois pour la construction
Priorité d'investissement	3d - Soutenir la capacité des PME à croître sur les marchés régionaux, nationaux et internationaux ainsi qu'à s'engager dans les processus d'innovation
Objectif spécifique	OS3 - ACCROITRE L'OFFRE CERTIFIEE DE BOIS D'OEUVRE ALPIN TRANSFORME LOCALEMENT

Tableau 1: Indicateurs de résultat pour le FEDER et le Fonds de cohésion (par axe prioritaire et objectif spécifique); s'applique aussi à l'axe prioritaire d'assistance technique

ID	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible 2023	2018 Total	2018 Qualitative	Observations
Ir3	Nombre d'entreprises alpines de transformation de bois d'œuvre certifiées « Bois des Alpes »	Entreprise	Plus développées	24,00	2014	85,00	65,00		

ID	Indicateur	2017 Total	2017 Qualitative	2016 Total	2016 Qualitative	2015 Total	2015 Qualitative	2014 Total	2014 Qualitative
Ir3	Nombre d'entreprises alpines de transformation de bois d'œuvre certifiées « Bois des Alpes »	34,00		24,00		24,00		24,00	

Axe prioritaire	3 - Développer la résilience des territoires et des populations face aux risques naturels
Priorité d'investissement	5b - Favoriser les investissements destinés à remédier à des risques spécifiques, en garantissant une résilience aux catastrophes et en développant des systèmes de gestion des situations de catastrophe

Tableau 3A: Indicateurs de réalisation communs et spécifiques au programme pour le FEDER et le Fonds de cohésion (par axe prioritaire, priorité d'investissement, ventilés par catégorie de région pour le FEDER) - 3 / 5b

(1)	ID	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région	Valeur cible (2023) - Total	Valeur cible (2023) - Hommes	Valeur cible (2023) - Femmes	2018 Total	2018 Hommes	2018 Femmes	Observations
F	IR7	Nombre de plan d'actions annuels de gestion intégrée des risques naturels soutenus	plans d'actions	Plus développées	33,00			13,00			
S	IR7	Nombre de plan d'actions annuels de gestion intégrée des risques naturels soutenus	plans d'actions	Plus développées	33,00			43,00			
F	IR8	Nombre de réunions interrégionales multipartenariales consacrées à la gestion des risques naturels sur les Alpes	réunion	Plus développées	16,00			0,00			
S	IR8	Nombre de réunions interrégionales multipartenariales consacrées à la gestion des risques naturels sur les Alpes	réunion	Plus développées	16,00			79,00			
F	IR9	Nombre de partenariats scientifiques et opérationnels pour la gestion des risques naturels	partenariat	Plus développées	6,00			16,00			
S	IR9	Nombre de partenariats scientifiques et opérationnels pour la gestion des risques naturels	partenariat	Plus développées	6,00			40,00			

(1) S = Valeur cumulée — réalisations devant résulter des opérations sélectionnées [prévisions fournies par les bénéficiaires], F = Valeur cumulée — réalisations résultant des opérations [réalisation effective]

(1)	ID	Indicateur	2017 Total	2017 Hommes	2017 Femmes	2016 Total	2016 Hommes	2016 Femmes	2015 Total	2015 Hommes	2015 Femmes
F	IR7	Nombre de plan d'actions annuels de gestion intégrée des risques naturels soutenus	0,00			0,00			0,00		
S	IR7	Nombre de plan d'actions annuels de gestion intégrée des risques naturels soutenus	25,00			7,00			0,00		
F	IR8	Nombre de réunions interrégionales multipartenariales consacrées à la gestion des risques naturels sur les Alpes	0,00			0,00			0,00		
S	IR8	Nombre de réunions interrégionales multipartenariales consacrées à la gestion des risques naturels sur les Alpes	46,00			6,00			0,00		
F	IR9	Nombre de partenariats scientifiques et opérationnels pour la gestion des risques naturels	0,00			0,00			0,00		
S	IR9	Nombre de partenariats scientifiques et opérationnels pour la gestion des risques naturels	25,00			5,00			0,00		

(1)	ID	Indicateur	2014 Total	2014 Hommes	2014 Femmes
F	IR7	Nombre de plan d'actions annuels de gestion intégrée des risques naturels soutenus	0,00		
S	IR7	Nombre de plan d'actions annuels de gestion intégrée des risques naturels soutenus	0,00		
F	IR8	Nombre de réunions interrégionales multipartenariales consacrées à la gestion des risques naturels sur les Alpes	0,00		
S	IR8	Nombre de réunions interrégionales multipartenariales consacrées à la gestion des risques naturels sur les Alpes	0,00		
F	IR9	Nombre de partenariats scientifiques et opérationnels pour la gestion des risques naturels	0,00		
S	IR9	Nombre de partenariats scientifiques et opérationnels pour la gestion des risques naturels	0,00		

Axe prioritaire	3 - Développer la résilience des territoires et des populations face aux risques naturels
Priorité d'investissement	5b - Favoriser les investissements destinés à remédier à des risques spécifiques, en garantissant une résilience aux catastrophes et en développant des systèmes de gestion des situations de catastrophe
Objectif spécifique	OS4 - Etendre et améliorer la gestion intégrée des risques naturels sur le massif

Tableau 1: Indicateurs de résultat pour le FEDER et le Fonds de cohésion (par axe prioritaire et objectif spécifique); s'applique aussi à l'axe prioritaire d'assistance technique

ID	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible 2023	2018 Total	2018 Qualitative	Observations
Ir9	Taux de la population alpine concernée par une démarche de gestion intégrée des risques naturels	pourcentage	Plus développées	7,00	2014	14,40	5,60		La baisse de la valeur de cet indicateur est expliquée dans la section 11.1

ID	Indicateur	2017 Total	2017 Qualitative	2016 Total	2016 Qualitative	2015 Total	2015 Qualitative	2014 Total	2014 Qualitative
Ir9	Taux de la population alpine concernée par une démarche de gestion intégrée des risques naturels	7,00		7,00		7,00		7,00	

Axes prioritaires pour l'assistance technique

Tableau 3A: Indicateurs de réalisation communs et spécifiques au programme pour le FEDER et le Fonds de cohésion (par axe prioritaire, priorité d'investissement, ventilés par catégorie de région pour le FEDER) - 4

Axe prioritaire				4 - Assistance technique du programme							
(1)	ID	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région	Valeur cible (2023) - Total	Valeur cible (2023) - Hommes	Valeur cible (2023) - Femmes	2018 Total	2018 Hommes	2018 Femmes	Observations
F	IRat1	Séminaires organisés à destination des bénéficiaires potentiels	séminaires		6,00			13,00			valeur 2016 corrigée
S	IRat1	Séminaires organisés à destination des bénéficiaires potentiels	séminaires		6,00			8,00			valeurs 2016 et 2017 corrigées
F	IRat2	Taux d’erreurs constatées suite aux audits menés aux différents niveaux de contrôle	pourcentage		2,00			0,00			Donnée 2018 issue du RAC: Taux d'erreur constaté sur l'échantillon.
S	IRat2	Taux d’erreurs constatées suite aux audits menés aux différents niveaux de contrôle	pourcentage		2,00			0,00			
F	IRat3	Nombre moyen d’ETP affecté à l’assistance technique du POIA	Equivalent temps plein		5,50			9,55			valeur 2016 corrigée
S	IRat3	Nombre moyen d’ETP affecté à l’assistance technique du POIA	Equivalent temps plein		5,50			6,90			

(1) S = Valeur cumulée — réalisations devant résulter des opérations sélectionnées [prévisions fournies par les bénéficiaires], F = Valeur cumulée — réalisations résultant des opérations [réalisation effective]

(1)	ID	Indicateur	2017 Total	2017 Hommes	2017 Femmes	2016 Total	2016 Hommes	2016 Femmes	2015 Total	2015 Hommes	2015 Femmes
F	IRat1	Séminaires organisés à destination des bénéficiaires potentiels	8,00			8,00			0,00		
S	IRat1	Séminaires organisés à destination des bénéficiaires potentiels	8,00			8,00			0,00		
F	IRat2	Taux d'erreurs constatées suite aux audits menés aux différents niveaux de contrôle	0,00			0,00			0,00		
S	IRat2	Taux d'erreurs constatées suite aux audits menés aux différents niveaux de contrôle	0,00			0,00			0,00		
F	IRat3	Nombre moyen d'ETP affecté à l'assistance technique du POIA	9,55			9,55			0,00		
S	IRat3	Nombre moyen d'ETP affecté à l'assistance technique du POIA	6,90			6,90			0,00		

(1)	ID	Indicateur	2014 Total	2014 Hommes	2014 Femmes
F	IRat1	Séminaires organisés à destination des bénéficiaires potentiels	0,00		
S	IRat1	Séminaires organisés à destination des bénéficiaires potentiels	0,00		
F	IRat2	Taux d'erreurs constatées suite aux audits menés aux différents niveaux de contrôle	0,00		
S	IRat2	Taux d'erreurs constatées suite aux audits menés aux différents niveaux de contrôle	0,00		
F	IRat3	Nombre moyen d'ETP affecté à l'assistance technique du POIA	0,00		
S	IRat3	Nombre moyen d'ETP affecté à l'assistance technique du POIA	0,00		

Axe prioritaire	4 - Assistance technique du programme
Objectif spécifique	OSat - OS : Mettre en œuvre un pilotage par les résultats, une gestion efficace et sécurisée du FEDER et accroître la lisibilité des actions co-financées par le POIA

Tableau 1: Indicateurs de résultat pour le FEDER et le Fonds de cohésion (par axe prioritaire et objectif spécifique); s'applique aussi à l'axe prioritaire d'assistance technique - 4 / OSat

ID	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible 2023	2018 Total	2018 Qualitative	Observations
1	Nombre de porteurs de projets renseignés en amont d'une demande de financement	porteurs de projets					280,00		La valeur 2016 renseignée correspond au nombre de porteurs de projets renseignés entre 2014 et 2016.
2	Sentiment d'information sur les projets soutenus par l'UE sur les Alpes	Taux d'information					13,00		Suite à l'enquête IFOP menée en 2018 (rapport remis en janvier 2019), il apparaît que 13% des personnes interrogées dans le Massif des Alpes se sentent bien informées sur les projets soutenus par l'Union Européenne.

ID	Indicateur	2017 Total	2017 Qualitative	2016 Total	2016 Qualitative	2015 Total	2015 Qualitative	2014 Total	2014 Qualitative
1	Nombre de porteurs de projets renseignés en amont d'une demande de financement	246,00		147,00		0,00		0,00	
2	Sentiment d'information sur les projets soutenus par l'UE sur les Alpes	11,00		11,00		16,00		16,00	

Tableau 3B: Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien du programme opérationnel net de soutien multiple aux mêmes entreprises

Indicateur	Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien du PO net de soutien multiple
CO01 - Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	68
CO02 - Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant de subventions	3
CO04 - Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier	106

Tableau 5: Informations sur les valeurs intermédiaires et cibles définies dans le cadre de performance

Axe prioritaire	Type d'indicateur	Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région	2018 Cumul total	2018 Cumul - hommes	2018 Cumul - femmes	2018 Total annuel	2018 Total annuel - hommes	2018 Total annuel - femmes
1	F	IF1	Indicateur financier	€	FEDER	Plus développées	7 420 225,58					
1	O	IR1	Nombre de plans d'actions territoriaux annuels soutenus	Plans d'actions	FEDER	Plus développées	56,00					
1	O	IR2	Nombre d'infrastructures de mise en valeur patrimoniale soutenues	infrastructures	FEDER	Plus développées	42,00					
1	O	IR4	Nombre de programmes d'observation, conservation et/ou protection de la biodiversité soutenus	programmes	FEDER	Plus développées	49,00					
2	O	CO01	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	Enterprises	FEDER	Plus développées	68,00					
2	F	IF2	Indicateur financier	€	FEDER	Plus développées	5 296 575,68					
3	F	IF3	Indicateur financier	€	FEDER	Plus développées	429 245,21					
3	O	IR7	Nombre de plan d'actions annuels de gestion intégrée des risques naturels soutenus	plans d'actions	FEDER	Plus développées	13,00					
3	O	IR9	Nombre de partenariats scientifiques et opérationnels pour la gestion des risques naturels	partenariat	FEDER	Plus développées	16,00					

Axe prioritaire	Type d'indicateur	Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région	2017 Cumul total	2016 Cumul total	2015 Cumul total	Observations
1	F	IF1	Indicateur financier	€	FEDER	Plus développées	890 835,96	176 410,66	0,00	
1	O	IR1	Nombre de plans d'actions territoriaux annuels soutenus	Plans d'actions	FEDER	Plus développées	25,00	25,00	21,00	
1	O	IR2	Nombre d'infrastructures de mise en valeur patrimoniale soutenues	infrastructures	FEDER	Plus développées	0,00	0,00	0,00	
1	O	IR4	Nombre de programmes d'observation, conservation et/ou protection de la biodiversité soutenus	programmes	FEDER	Plus développées	0,00	0,00	0,00	
2	O	CO01	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	Enterprises	FEDER	Plus développées	3,00	3,00	0,00	
2	F	IF2	Indicateur financier	€	FEDER	Plus développées	3 950 838,34	0,00	0,00	
3	F	IF3	Indicateur financier	€	FEDER	Plus développées	0,00	0,00	0,00	
3	O	IR7	Nombre de plan d'actions annuels de gestion intégrée des risques naturels soutenus	plans d'actions	FEDER	Plus développées	0,00	0,00	0,00	
3	O	IR9	Nombre de partenariats scientifiques et opérationnels pour la gestion des risques naturels	partenariat	FEDER	Plus développées	0,00	0,00	0,00	

Axe prioritaire	Type d'indicateur	Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région	2014 Cumul total
1	F	IF1	Indicateur financier	€	FEDER	Plus développées	0,00
1	O	IR1	Nombre de plans d'actions territoriaux annuels soutenus	Plans d'actions	FEDER	Plus développées	0,00
1	O	IR2	Nombre d'infrastructures de mise en valeur patrimoniale soutenues	infrastructures	FEDER	Plus développées	0,00
1	O	IR4	Nombre de programmes d'observation, conservation et/ou protection de la biodiversité soutenus	programmes	FEDER	Plus développées	0,00
2	O	CO01	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	Enterprises	FEDER	Plus développées	0,00
2	F	IF2	Indicateur financier	€	FEDER	Plus développées	0,00
3	F	IF3	Indicateur financier	€	FEDER	Plus développées	0,00
3	O	IR7	Nombre de plan d'actions annuels de gestion intégrée des risques naturels soutenus	plans d'actions	FEDER	Plus développées	0,00
3	O	IR9	Nombre de partenariats scientifiques et opérationnels pour la gestion des risques naturels	partenariat	FEDER	Plus développées	0,00

Axe prioritaire	Type d'indicateur	Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région	Valeur intermédiaire pour 2018 - Total	Valeur intermédiaire pour 2018 - Hommes	Valeur intermédiaire pour 2018 - Femmes	Valeur cible (2023) - Total	Valeur cible (2023) - Hommes	Valeur cible (2023) - Femmes
1	F	IF1	Indicateur financier	€	FEDER	Plus développées	6 886 566,18			43 620 000,00		
1	O	IR1	Nombre de plans d'actions territoriaux annuels soutenus	Plans d'actions	FEDER	Plus développées	55			110,00		
1	O	IR2	Nombre d'infrastructures de mise en valeur patrimoniale soutenues	infrastructures	FEDER	Plus développées	30			110,00		
1	O	IR4	Nombre de programmes d'observation, conservation et/ou protection de la biodiversité soutenus	programmes	FEDER	Plus développées	5			25,00		
2	O	CO01	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	Enterprises	FEDER	Plus développées	80			110,00		
2	F	IF2	Indicateur financier	€	FEDER	Plus développées	1 894 516,14			12 000 000,00		
3	F	IF3	Indicateur financier	€	FEDER	Plus développées	1 578 763,45			10 000 000,00		
3	O	IR7	Nombre de plan d'actions annuels de gestion intégrée des risques naturels soutenus	plans d'actions	FEDER	Plus développées	16			33,00		
3	O	IR9	Nombre de partenariats scientifiques et opérationnels pour la gestion des risques naturels	partenariat	FEDER	Plus développées	1			5,00		

3.4 Données financières [article 50, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1303/2013]

Tableau 6: Informations financières au niveau de l'axe prioritaire et du programme

[telles que définies dans le tableau 1 de l'annexe II du règlement d'exécution (UE) n° 1011/2014 (Modèle pour la transmission des données financières)]

Axe prioritaire	Fonds	Catégorie de région	Base de calcul	Financement total	Taux de cofinancement	Coût total éligible des opérations sélectionnées pour un soutien	Proportion de la dotation totale couverte avec les opérations sélectionnées	Coût public éligible des opérations sélectionnées pour un soutien	Total des dépenses éligibles déclarées par les bénéficiaires à l'autorité de gestion	Proportion de la dotation totale couverte par les dépenses éligibles déclarées par les bénéficiaires	Nombre d'opérations sélectionnées	Dépenses totales éligibles engagées et payées par les bénéficiaires le 31 décembre 2018 au plus tard et certifiées à la Commission
1	FEDER	Plus développées	Total	43 620 000,00	50,00%	30 029 876,97	68,84%	22 078 232,59	11 784 556,08	27,02%	135	7 420 225,58
2	FEDER	Plus développées	Total	12 000 000,00	50,00%	8 610 027,30	71,75%	3 175 907,51	5 809 662,72	48,41%	15	5 296 575,68
3	FEDER	Plus développées	Total	10 000 000,00	50,00%	3 841 581,47	38,42%	2 448 337,36	377 050,68	3,77%	15	429 245,21
4	FEDER	Plus développées	Total	2 380 000,00	50,00%	839 107,81	35,26%	419 553,90	608 553,45	25,57%	1	
Total	FEDER	Plus développées		68 000 000,00	50,00%	43 320 593,55	63,71%	28 122 031,36	18 579 822,93	27,32%	166	13 146 046,47
Total général				68 000 000,00	50,00%	43 320 593,55	63,71%	28 122 031,36	18 579 822,93	27,32%	166	13 146 046,47

Tableau 7: Ventilation des données financières cumulées par catégorie d'intervention pour le FEDER, le FSE et le Fonds de cohésion [article 112, paragraphes 1 et 2, du règlement (UE) n° 1303/2013 et article 5 du règlement (UE) n° 1304/2013]

Axe prioritaire	Caractéristiques des dépenses		Catégorisation par dimension								Données financières			
	Fonds	Catégorie de région	Domaine d'intervention	Forme de financement	Dimension territoriale	Mécanisme d'application territorial	Dimension «objectif thématique»	Thème secondaire FSE	Dimension économique	Dimension «localisation»	Coût total éligible des opérations sélectionnées pour un soutien	Coût public éligible des opérations sélectionnées pour un soutien	Total des dépenses éligibles déclarées par les bénéficiaires à l'autorité de gestion	Nombre d'opérations retenues
1	FEDER	Plus développées	066	01	03	07	06		15	FR71	141 527,66	98 763,83	122 163,79	1
1	FEDER	Plus développées	066	01	03	07	06		15	FR82	506 572,38	376 771,50	78 990,76	2
1	FEDER	Plus développées	085	01	03	07	06		22	FR71	3 572 238,28	2 564 563,53	1 674 112,57	9
1	FEDER	Plus développées	085	01	03	07	06		22	FR82	1 565 402,30	1 256 890,65	1 020 320,52	6
1	FEDER	Plus développées	085	02	03	07	06		22	FR82	306 334,00	245 067,20	223 830,78	1
1	FEDER	Plus développées	090	01	03	07	06		15	FR71	130 000,73	93 000,00	50 557,58	1
1	FEDER	Plus développées	090	01	03	07	06		15	FR82	583 460,00	428 069,00		2
1	FEDER	Plus développées	091	01	03	07	06		15	FR71	522 439,50	406 812,59	328 927,40	4
1	FEDER	Plus développées	091	01	03	07	06		15	FR82	2 068 553,40	1 584 566,44	427 413,19	7
1	FEDER	Plus développées	092	01	03	07	06		15	FR71	642 727,00	475 543,00		2
1	FEDER	Plus développées	092	01	03	07	06		15	FR82	376 867,64	263 983,50		2
1	FEDER	Plus développées	093	01	03	07	06		15	FR71	541 541,81	389 758,84		1
1	FEDER	Plus développées	093	01	03	07	06		15	FR82	330 000,00	264 000,00	76 199,02	1
1	FEDER	Plus développées	094	01	03	07	06		15	FR71	1 332 018,85	835 515,00	59 231,44	3
1	FEDER	Plus développées	094	01	03	07	06		15	FR82	5 473 259,14	3 951 168,60	1 804 199,69	13
1	FEDER	Plus développées	095	01	03	07	06		15	FR82	75 300,00	60 150,00		1
1	FEDER	Plus développées	097	01	02	07	06		15	FR82	369 842,36	285 948,68	115 294,18	2
1	FEDER	Plus développées	097	01	02	07	06		22	FR71	1 454 978,32	1 112 716,48	808 415,30	1
1	FEDER	Plus développées	097	01	03	07	06		15	FR71	4 472 857,85	3 065 852,45	2 551 014,77	39
1	FEDER	Plus développées	097	01	03	07	06		15	FR82	5 563 955,75	4 319 091,30	2 443 885,09	37
2	FEDER	Plus développées	001	01	03	07	03		07	FR71	6 608 267,99	1 689 372,20	4 346 728,64	7
2	FEDER	Plus développées	001	01	03	07	03		07	FR82	742 356,98	503 965,17	604 054,73	4
2	FEDER	Plus développées	066	01	03	07	03		07	FR71	401 862,39	321 489,91	417 449,31	1
2	FEDER	Plus développées	066	01	03	07	03		24	FR71	605 679,94	478 216,23	441 430,04	2
2	FEDER	Plus développées	066	01	03	07	03		24	FR82	251 860,00	182 864,00	0,00	1
3	FEDER	Plus développées	087	01	03	07	05		22	FR71	2 041 946,99	1 256 887,46	148 447,54	7
3	FEDER	Plus développées	087	01	03	07	05		22	FR82	1 180 250,48	750 810,60	54 277,55	4
3	FEDER	Plus développées	097	01	02	07	05		22	FR82	108 000,00	86 400,00	53 916,82	1
3	FEDER	Plus développées	097	01	03	07	05		22	FR71	328 493,00	262 793,80	67 704,28	2

Axe prioritaire	Caractéristiques des dépenses		Catégorisation par dimension								Données financières			
	Fonds	Catégorie de région	Domaine d'intervention	Forme de financement	Dimension territoriale	Mécanisme d'application territorial	Dimension «objectif thématique»	Thème secondaire FSE	Dimension économique	Dimension «localisation»	Coût total éligible des opérations sélectionnées pour un soutien	Coût public éligible des opérations sélectionnées pour un soutien	Total des dépenses éligibles déclarées par les bénéficiaires à l'autorité de gestion	Nombre d'opérations retenues
3	FEDER	Plus développées	097	01	03	07	05		22	FR82	182 891,00	91 445,50	52 704,49	1
4	FEDER	Plus développées	121	01	01	07			18	FR82	839 107,81	419 553,90	608 553,45	1

Tableau 8: L'utilisation du financement croisé

1	2	3	4	5	6
Utilisation du financement croisé	Axe prioritaire	Montant du soutien de l'Union envisagé pour le financement croisé sur la base de certaines opérations (en euros)	Part du soutien de l'Union à l'axe prioritaire (en %) (3/soutien de l'Union à l'axe prioritaire*100)	Montant du soutien de l'Union utilisé au titre du financement croisé sur la base des dépenses éligibles déclarées par le bénéficiaire à l'autorité de gestion (en euros)	Part du soutien de l'Union à l'axe prioritaire (en %) (5/soutien de l'Union à l'axe prioritaire*100)
coûts éligibles pour un soutien au titre du FSE, mais soutenus par le FEDER	1	0,00		0,00	
coûts éligibles pour un soutien au titre du FSE, mais soutenus par le FEDER	2	0,00		0,00	
coûts éligibles pour un soutien au titre du FSE, mais soutenus par le FEDER	3	0,00		0,00	
coûts éligibles pour un soutien au titre du FSE, mais soutenus par le FEDER	4	0,00		0,00	

Tableau 9: Coût des opérations réalisées en dehors de la zone du programme (FEDER et Fonds de cohésion au titre de l'objectif «Investissement pour la croissance et l'emploi»)

1	2	3	4	5
Axe prioritaire	Montant du soutien de l'Union envisagé pour les opérations réalisées en dehors de la zone du programme sur la base d'opérations sélectionnées (en euros)	Part du soutien de l'Union à l'axe prioritaire au moment de l'adoption du programme (en %) (2/soutien de l'Union à l'axe prioritaire au moment de l'adoption du programme * 100)	Montant du soutien de l'Union aux opérations réalisées en dehors de la zone du programme sur la base des dépenses éligibles déclarées par le bénéficiaire à l'autorité de gestion (en euros)	Part du soutien de l'Union à l'axe prioritaire au moment de l'adoption du programme (en %) (4/soutien de l'Union à l'axe prioritaire au moment de l'adoption du programme * 100)
1	0,00		0,00	
2	0,00		0,00	
3	0,00		0,00	
4	0,00		0,00	

Tableau 10: Dépenses supportées en dehors de l'Union (FSE)

Montant des dépenses qu'il est envisagé de supporter en dehors de l'Union au titre des objectifs thématiques 8 et 10 sur la base des opérations retenues (en euros)	Part de la dotation totale (participation de l'Union et nationale) allouée au programme du FSE ou part du FSE dans un programme multi-fonds [1/dotation totale (contribution de l'Union et nationale) allouée au programme du FSE ou part du FSE dans un programme multi-fonds*100]	Dépenses éligibles supportées en dehors de l'Union déclarées par le bénéficiaire à l'autorité de gestion (en euros)	Part de la dotation totale (participation de l'Union et nationale) allouée au programme du FSE ou part du FSE dans un programme multi-fonds [3/dotation totale (contribution de l'Union et nationale) allouée au programme du FSE ou part du FSE dans un programme multi-fonds*100]

4. SYNTHÈSE DES ÉVALUATIONS

Synthèse des résultats de toutes les évaluations du programme qui sont devenues disponibles au cours de l'exercice précédent, avec mention du nom et de la période de référence des rapports d'évaluation utilisés

L'Autorité de Gestion a confié l'évaluation de mise en œuvre du POIA au groupement de prestataires ADT Consult - IGT/ITG. Ce marché d'évaluation de 9 mois a été lancé le 11 mai 2017. Le rapport final a été transmis le 9 avril 2018. La synthèse et le rapport final ont été déposés sous SFC dans la section "évaluation".

La synthèse rend compte des principaux constats et recommandations issus de l'évaluation de mise en œuvre du POIA, réalisée entre le mois de juin 2017 et le mois de mars 2018. L'évaluation est elle-même accompagnée d'annexes qui présentent le contenu détaillé des analyses réalisées, des enquêtes et des outils utilisés pour mener à bien cette évaluation (référentiel, sociogrammes, schémas...).

Cette évaluation a donné lieu à des recommandations. Afin d'optimiser la mise en œuvre des recommandations, l'Autorité de gestion a souhaité organiser avec ses prestataires un atelier commun aux 3 évaluations de mise en œuvre menées sur la période (FEDER et FSE régional et FEDER interrégional du Massif des Alpes). De nombreuses recommandations étant communes ou proches, l'objectif de l'atelier était de les croiser pour en tirer une feuille de route commune pour améliorer la mise en œuvre des PO par l'Autorité de Gestion. Les pistes de recommandations établies par les prestataires ont donc été adaptées à la dimension interfonds puis débattues et priorisées lors d'un comité de pilotage.

Des fiches recommandations ont été établies pour permettre un meilleur suivi de leur mise en œuvre. Elles reprennent l'intitulé de la recommandation, les services impliqués, le calendrier de mise en œuvre, les actions mises en œuvre, et les actions restant à mettre en œuvre. Elles font l'objet d'un suivi régulier de la part de l'Autorité de gestion.

Nom	Fonds	Du mois de	De l'année	Au mois de	À l'année	Type d'évaluation	Objectif thématique	Thème	Constatations
EVALUATION DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME OPERATIONNEL INTERREGIONAL DU MASSIF ALPIN (POIA)	FEDER	1	2014	6	2018	Procédure	03 05 06	L'évaluation de mise en oeuvre a pour objectif d'identifier à la fois les bonnes pratiques et les dysfonctionnements et apporter des pistes d'améliorations opérationnelles qui pourraient être appliquées à court terme pour favoriser l'atteinte des objectifs fixés. Chacune des questions évaluatives a fait l'objet d'un état des lieux détaillé, d'une analyse des points forts, des difficultés rencontrées puis de recommandations opérationnelles.	Les recommandations issues de l'évaluation sont disponibles dans la section Evaluation de SFC.

6 PROBLÈMES ENTRAVANT LA RÉALISATION DU PROGRAMME ET MESURES PRISES [ARTICLE 50, PARAGRAPHE 2, DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]

a) Problèmes entravant la réalisation du programme ainsi que les mesures prises

Les problèmes rencontrés dans la mise en œuvre du POIA au cours de l'année ont principalement été les suivants :

- 1. Le défi de certification pour faire face au dégagement d'office ainsi qu'à l'examen de performance ;**
- 2. Correction des erreurs matérielles dans la fixation des cibles des indicateurs financiers ;**
- 3. Les difficultés liées aux manques de capacité du SI SYNERGIE à fournir des données nécessaires au pilotage;**
- 4. La mise en place de la dématérialisation des demandes de subvention et de paiement via le portail e-synergie.**

L'année 2018 a été principalement consacrée à la préparation de l'examen de performance. Dès la réception de la lettre d'alerte de la Commission suite au RAMO 2017, l'Autorité de Gestion a mis en place un plan d'action tout au long de l'année 2018 pour atteindre les objectifs.

1 – Le stock important de dossiers en instruction fin 2017 et les échéances de fin d'année 2018 liées au dégagement d'office et au cadre de performance ont conduit l'Autorité de Gestion à réorganiser une partie de ses services au début de l'année 2018.

Un service dédié à l'instruction et à la certification des dossiers du POIA a ainsi été créé en mars 2018 (scission de l'ancienne Unité FEDER qui traitait également des dossiers FEDER du PO régional). L'objectif de la réorganisation étant à la fois de renforcer et stabiliser les moyens humains dédiés et permettre le rapprochement des fonctions d'animation et d'instruction. Le renforcement des moyens humains s'est traduit par la constitution d'une équipe de 4 chargés de missions et 3 gestionnaires dédiés à 100% à l'animation, l'instruction et la gestion du POIA. Un coordonnateur des contrôles mobilisé en partie sur le POIA a également été créé.

Les inégalités entre les axes qui se dessinaient en 2017 se sont confirmées en 2018.

Concernant l'axe prioritaire 1, un retard sur la certification dû à la priorisation des dossiers de l'axe 2 avait été constaté. Cependant, le stock de demandes de paiement nécessaires à l'atteinte de la cible de l'indicateur financier du cadre de performance était bien présent.

Sur l'axe 2, la cible de l'indicateur financier était déjà atteinte au 31/12/2017. Cet axe étant ciblé sur le soutien aux entreprises certifiées « Bois des alpes », les bénéficiaires sont majoritairement constitués de petites scieries. La situation de leur trésorerie a conduit l'Autorité de Gestion à les prioriser

systématiquement en certification afin de ne pas les mettre en difficulté financière.

Sur l'axe 3, le décalage pris en début de programmation avait mécaniquement conduit à un manque de remontées de dépenses. Un important travail a été mené auprès des bénéficiaires par les équipes de l'Autorité de Gestion pour les inciter et les accompagner à faire remonter leurs dépenses de manière anticipée le cas échéant.

Le niveau du stock des demandes de paiements n'était pas le seul défi à surmonter en 2018, l'évitement du dégagement d'office devait aussi être assuré en fin d'année. La réorganisation des services, le renforcement des moyens humain débuté en 2017, l'externalisation d'une partie du traitement des demandes de paiements et la mobilisation des équipes a permis d'atteindre la cible de l'indicateur financier de l'axe 1 et 2 et d'éviter le DO.

2 – Des erreurs dans la fixation des cibles intermédiaires des indicateurs financiers, ont pu être corrigées avec la révision du PO validée le 3 août 2018 par les services de la Commission Européenne. Ces corrections, dues à des erreurs de calcul, ont permis de rapprocher les objectifs avec la réalité des dossiers programmés.

3 – Les difficultés liées au système d'information Synergie bien que résolues en majorité en ce qui concerne l'aspect gestion des dossiers, n'ont toujours pas été levées en ce qui concerne le pilotage. Le SI ne permet toujours pas d'extraire l'intégralité des données saisies par les instructeurs et gestionnaires dans l'outil, ni de restituer des données de pilotage nécessaire au suivi de manière agrégées. Ce fort handicap a nécessité un investissement en moyen humain important tout au long de l'année 2018 pour permettre de suivre les données en temps réel et se doter d'une véritable capacité de pilotage.

4 – Suite à un audit de la Commission Européenne de décembre 2017 sur les indicateurs, les conclusions de celui-ci ont incité l'Autorité de Gestion à notamment lancer la dématérialisation des demandes de subvention et de paiement. Dans le cadre de tous les appels à candidature 2018, le dépôt des demandes de financement a pu se faire de façon dématérialisée via la plateforme e-synergie. En parallèle, l'Autorité de Gestion a travaillé sur l'ouverture de la dématérialisation des demandes de paiement au 1er janvier 2019.

b) Une évaluation permettant de déterminer si les progrès accomplis pour atteindre les valeurs cibles sont suffisants pour garantir leur réalisation, qui indique les éventuelles mesures correctrices prises ou prévues, le cas échéant.

Voir sections 11.1 et 17

7. RÉSUMÉ À L'INTENTION DES CITOYENS

Un résumé du contenu du rapport annuel et du rapport final de mise en œuvre à l'intention des citoyens doit être mis à la disposition du public et transféré dans un fichier séparé sous la forme d'une annexe au rapport annuel et au rapport final de mise en œuvre.

Vous pouvez charger/trouver le résumé à l'intention des citoyens via l'onglet Général > Documents dans l'application SFC2014

8. RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

9. FACULTATIF POUR LE RAPPORT À PRÉSENTER EN 2016, SANS OBJET POUR LES AUTRES RAPPORTS ALLÉGÉS: ACTIONS MENÉES POUR SATISFAIRE AUX CONDITIONS EX ANTE

Tableau 14: Actions menées pour satisfaire aux conditions ex ante générales applicables

Conditions ex ante générales	Critères non respectés	Mesures prises	Date limite	Organismes responsables	Action achevée dans les délais	Critères remplis	Date prévue pour la mise en œuvre totale des actions restantes	Commentaire
------------------------------	------------------------	----------------	-------------	-------------------------	--------------------------------	------------------	--	-------------

Tableau 15: Actions menées pour satisfaire aux conditions ex ante thématiques applicables

Conditions ex ante générales	Critères non respectés	Mesures prises	Date limite	Organismes responsables	Action achevée dans les délais	Critères remplis	Date prévue pour la mise en œuvre totale des actions restantes	Commentaire
------------------------------	------------------------	----------------	-------------	-------------------------	--------------------------------	------------------	--	-------------

10. **PROGRÈS ACCOMPLIS DANS L'ÉLABORATION ET LA RÉALISATION DE GRANDS PROJETS ET DE PLANS D'ACTION COMMUNS [ARTICLE 101, POINT H), ET ARTICLE 111, PARAGRAPHE 3, DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]**

10.1. Grands projets

Tableau 12: Grands projets

Projet	CCI	Statut du GP	Total des investissements	Coûts totaux éligibles	Date de notification/soumission prévue	Date d'accord/approbation tacite par la Commission	Date prévue pour le début de la mise en œuvre (année, trimestre)	Date d'achèvement prévue	Axes prioritaires/priorités d'investissement	État d'avancement actuel - progrès financiers (% des dépenses certifiées auprès de la Commission par rapport au coût total éligible)	État d'avancement actuel - progrès physiques - Principale phase de mise en œuvre du projet	Résultats principaux	Date de signature du premier marché de travaux	Observations
--------	-----	--------------	---------------------------	------------------------	--	--	--	--------------------------	--	--	--	----------------------	--	--------------

Problèmes importants rencontrés dans la mise en œuvre des grands projets et mesures prises pour y faire face

POIA non concerné

Toute modification prévue de la liste des grands projets figurant dans le programme opérationnel

POIA non concerné

10.2. Plans d'action communs

Progrès dans la réalisation des différentes phases des plans d'action communs

POIA non concerné

Tableau 13: Plans d'action communs (PAC)

Intitulé du PAC	CCI	Phase de mise en œuvre du PAC	Montant total des coûts éligibles	Total de l'aide publique	Contribution du PO au PAC	Axe prioritaire	Type de PAC	Soumission [prévue] à la Commission	Date [prévue] pour le début de la mise en œuvre	Fin [prévue]	Principaux résultats et réalisations	Total des dépenses éligibles certifiées auprès de la Commission	Observations
-----------------	-----	-------------------------------	-----------------------------------	--------------------------	---------------------------	-----------------	-------------	-------------------------------------	---	--------------	--------------------------------------	---	--------------

Problèmes importants rencontrés et mesures prises pour y faire face

POIA non concerné

PARTIE B

RAPPORTS PRÉSENTÉS EN 2017 ET 2019 ET RAPPORT FINAL DE MISE EN ŒUVRE [article 50, paragraphe 4, et article 111, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) n° 1303/2013]

11. ÉVALUATION DE LA RÉALISATION DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL [ARTICLE 50, PARAGRAPHE 4, ET ARTICLE 111, PARAGRAPHE 4, DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]

11.1. Informations de la partie A et réalisation des objectifs du programme [article 50, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 1303/2013]

Axe prioritaire	1 - Protéger et valoriser les ressources alpines pour un développement durable des territoires de Montagne
-----------------	--

Au 31.12.2018, les réalisations de l'axe1 permettent d'atteindre le cadre de performance et sont le reflet d'une bonne dynamique de programmation. En effet, on dénombre sur cet axe 135 projets conventionnés pour un coût total éligible de 30 M€. C'est l'axe du PO qui présente le taux de programmation le plus avancé (69% en CTE). Depuis 2014, l'Autorité de gestion a certifié 7,4 M€ permettant d'atteindre la cible de l'indicateur financier à 107%. Le taux de certification est quant à lui de 17% (CTE), soit 5,2 M€.

Le travail de certification a été conséquent en 2018, puisque 4,3 M€ ont été certifiés au cours de l'année sur les 5,2 M€ certifiés au total depuis le début de la programmation.

Avec ses 119 dossiers programmés, la PI6c concentre 82% du coût total éligible programmé de l'axe 1 contre 18% pour la PI6d sur laquelle 16 dossiers ont été programmés.

Au niveau des indicateurs de réalisation, 56 plans d'actions territoriaux annuels (IR1) ont été soutenus dans le cadre des Espaces Valléens. Cet indicateur s'applique à trois types de dossiers : les opérations « ingénierie », « animation » et « actions » des Espaces Valléens. Les plans d'actions sont valorisés annuellement (un plan d'action par année de réalisation de l'opération). Depuis 2015, 35 Espaces Valléens ont été labellisés sur le massif alpin. Parmi eux, 31 ont bénéficié d'une subvention pour l'ingénierie (projet sur un an) et 34 espaces valléens sont porteurs d'une opération animation (projets sur 2 ou 3 ans). Les Espaces Valléens ont également déposé des opérations pour des actions liées à la valorisation du patrimoine naturel et culturel de leur territoire au fil des appels à projets. Les 56 plans d'action comptabilisés concernent 28 opérations d'ingénierie, 23 actions d'animation et 5 actions Espaces Valléens.

42 infrastructures de mise en valeur patrimoniale ont été soutenues soit une atteinte de 140% de la cible 2018. Cet indicateur a été alimenté en grande partie par le projet porté par le Parc National des Ecrins dont le solde a été présenté. Une offre d'itinérance structurée, à destination de tous les publics a été mise en place via 35 points d'information équipés de 103 panneaux d'information. L'objectif est de faire connaître et valoriser les patrimoines naturels, culturels et paysagers du massif des Ecrins en proposant une offre d'itinérance attractive et lisible : "Le Grand tour des Ecrins". L'enjeu est de renforcer la notoriété du massif des Ecrins pour accroître la fréquentation estivale. Dans cette optique, le Parc National des Ecrins a restauré et réaménagé les itinéraires de randonnées, remis aux normes et complété le balisage, coordonné un travail de recensement des besoins des professionnels du secteur et d'organisation de l'offre touristique. Il a aussi créé différents outils de valorisation à destination du grand public. Ainsi Le Grand Tour des Ecrins combine une offre d'itinérance pédestre et VTT en coeur de massif pour les initiés à la montagne, calée sur le GR 54 et des offres d'itinérances entre villages et sommets, en relation avec le GR50, pour des

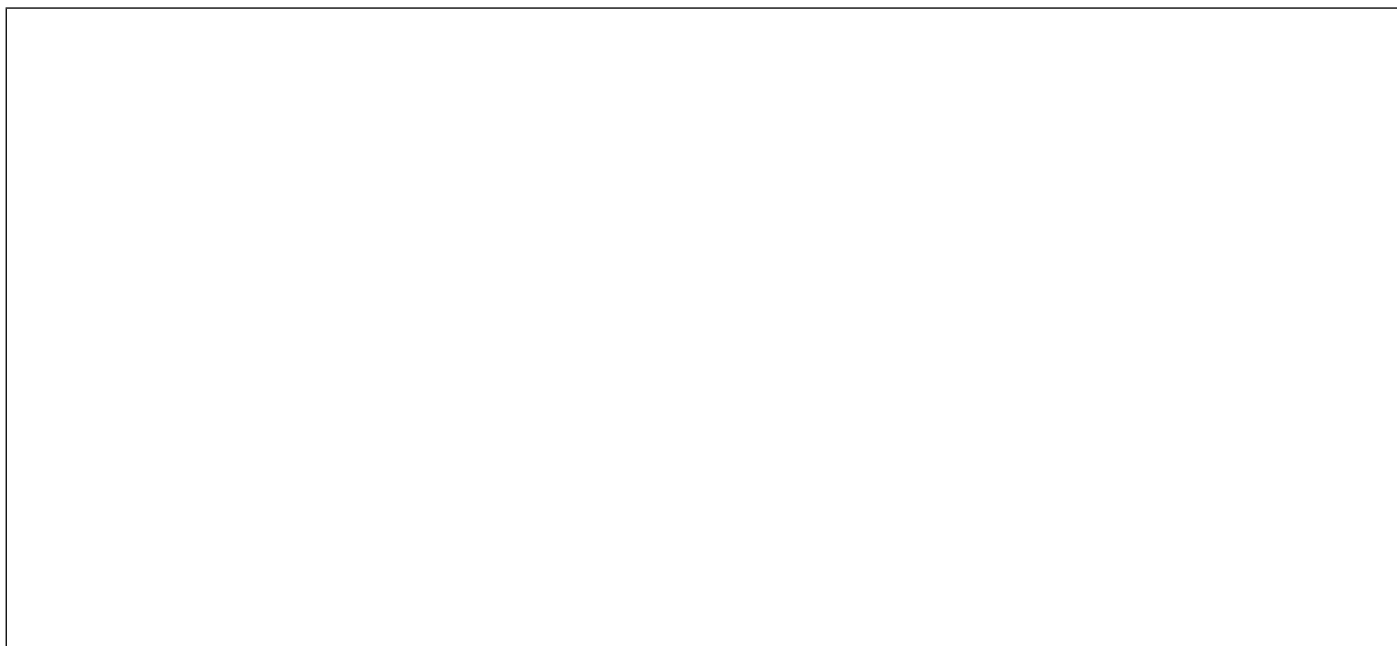
publics adeptes de "randonnée douce-découverte". Les Balcons des Ecrins s'adressent à un public de "spécialistes" : VTT, Vélos à Assistance Electrique, animaux montés-attelés, eaux-vives, trails, etc. L'offre est accessible via un outil de réservation en ligne, des supports numériques innovants pour valoriser les itinéraires et les patrimoines du Grand Tour des Ecrins. Les travaux sur sentiers, le balisage nécessaires à la continuité des itinéraires et l'information des visiteurs ont entièrement été repensés.

Le nombre de programmes d'observation, conservation et/ou protection de la biodiversité soutenus a été largement dépassé, atteignant 49 programmes soit une cible atteinte à 980%. Cet indicateur a été valorisé dans 9 opérations portées par 7 bénéficiaires et programmées entre 2015 et 2016 très majoritairement sur l'appel à projets 2015. Plusieurs raisons peuvent être invoquées pour expliquer le large dépassement de la cible :

- L'estimation des valeurs cibles à 2018 et à 2023 lors de la rédaction du POIA s'est appuyée sur l'analyse de l'environnement et du contexte d'alors et la déclaration des potentiels bénéficiaires lors de la phase de diagnostic et d'évaluation des besoins. De plus, cette thématique n'avait pas été financée sur la programmation précédente. Au final, la programmation a pu démarrer dès 2015, et une même structure a pu bénéficier de plusieurs subventions sur cette période tel que le Conservatoire Botanique National Alpin avec 3 projets soutenus et d'ASTERS CEN 73 avec 2 projets.
- Afin de mieux valoriser la richesse des opérations programmées et illustrer la diversité des espèces et habitats couverts, la définition de l'indicateur a évolué entre l'écriture du POIA et sa mise en œuvre. Il a été convenu que les programmes seraient dénombrés en fonction du nombre d'espèces ou habitats ciblés par projet ou du nombre de sites d'intervention. Or, les inventaires et suivis d'espèces et d'habitats sont les principaux types de projets qui ont été soutenus dans cette première phase de programmation. En outre, ces activités sont mises en place dès le début de l'action et pour la totalité (ou presque) des sujets d'études, il n'y a pas de séquençage par espèce de l'action. Un projet porté par le Syndicat mixte de gestion du Parc naturel régional du Verdon a ainsi permis d'étudier dès les premiers mois d'exécution les 10 espèces d'intérêt communautaire menacées présentes sur le territoire du Parc Naturel Régional du Verdon. Il en est de même avec le projet porté par le CEN 73 qui vise l'observation de 6 types d'espèces menacées distincts et la conservation de 3 sites emblématiques des milieux présents dans les Alpes françaises. A noter, en outre, que la zone couverte par les bénéficiaires dans la majorité des cas s'étend sur plusieurs sites distincts représentatifs des Alpes du Nord et des Alpes du Sud, démultipliant ainsi le nombre de programmes.
- Enfin, des projets qui impliquent l'action de plusieurs partenaires ont reçu l'aide financière du FEDER POIA de manière séparée. Aussi, le nombre de programmes soutenus a été conventionné sur la base de l'opération menée par chaque porteur distinctement. Aussi, cela amplifie d'autant les réalisations. C'est le cas des projets portés par SEA74 et de l'IRSTEA pour une action globale cohérente de conservation de semences d'espèces sauvages de la montagne alpine sur 5 sites.

Aussi, dans un souci de cohérence, il est envisagé de revoir à la hausse la valeur cible pour 2023 telle que définie initialement afin qu'elle soit représentative de cette biodiversité du territoire alpin et des ambitions des acteurs présents pour la préserver.

L'ensemble des indicateurs de l'axe 1 ont atteint leurs objectifs ce qui permet de débloquer la réserve de performance.



Axe prioritaire	2 - Structurer et consolider la filière alpine de la transformation du bois pour la construction
-----------------	--

Au 31.12.2018, 15 dossiers ont été conventionnés sur l'axe 2 du POIA pour un coût total de 8,6 M€. Le taux de programmation atteint ainsi 72% en coût total éligible et 33% en montant UE.

Au niveau de la certification, c'est l'axe le plus avancé du PO. En effet, avec 5,3 millions d'euros certifiés, le taux de certification est de 44% (CTE) ce qui permet d'atteindre la cible 2018 de l'indicateur financier à 280%. Ce taux s'explique en partie par la nature des structures bénéficiaires sur cet axe qui sont pour la plupart des PME dont la situation financière peut s'avérer délicate si le paiement du FEDER prend du retard. Ces dossiers sont donc considérés comme prioritaire pour l'Autorité de gestion.

En ce qui concerne le soutien aux entreprises de transformation du bois d'œuvre engagées dans une démarche interrégionale de certification de la production, 68 entreprises ont bénéficié du soutien du POIA soit une cible atteinte à 85%.

Le POIA finance deux types d'actions sur cet axe : soit des entreprises qui modernisent leur appareil productif et qui s'engagent dans la démarche « Bois des Alpes », soit des actions de mise en réseau, d'animation et d'information pour œuvrer au développement de la filière bois et de la certification « Bois des Alpes ».

L'association Bois Qualité Savoie a soutenu 21 entreprises en les fédérant autour d'une marque commune, pour accroître leur notoriété et celle du bois local et contribuer à la reconnaissance de la construction en bois des Alpes. Par ailleurs, l'Union Régionale des Associations de Communes Forestières de Rhône-Alpes a réalisé un important travail d'animation, de maillage territorial avec les acteurs du massif alpin (entreprises, collectivités, associations, organismes de recherche) pour promouvoir la Stratégie forestière alpine. L'association a ainsi pu accompagner 47 entreprises à leur développement, notamment par la certification « Bois des Alpes ».

Au 31/12/2018, 65 entreprises ont obtenu la certification "Bois des Alpes" contre 31 à l'automne 2017. C'est l'association Bois des Alpes (financée 2 années consécutives par du FEDER POIA)) qui œuvre au suivi de cette certification ainsi qu'à sa reconnaissance par des travaux de recherches, d'expérimentations et des actions de communication. Cette certification permet aux entreprises de valoriser leur production auprès de clients particuliers, professionnels ou publics de plus en plus en recherche de production locale, durable et de qualité.

Le soutien aux entreprises passe aussi par le financement d'associations ayant pour objectif d'accompagner les acteurs de la filière bois des Alpes. Par exemple l'association Bois Qualité Savoie (BQS) créée en 2006, réunit scieurs, constructeurs, charpentiers, négociants, menuisiers et lamellistes des Pays de Savoie profondément engagés dans la valorisation de ses meilleurs produits grâce à un cahier des charges strict et une qualité contrôlée par un organisme indépendant. Ensemble, les entreprises BQS proposent une réponse locale, simple et efficace à tous les constructeurs, maîtres d'ouvrages et particuliers désireux de profiter d'un matériau d'avenir, à la fois écologique et performant. BQS représente un poids important dans la filière bois construction des Pays de Savoie et participe activement à faire vivre le tissu économique et forestier de ce territoire. Les objectifs de l'association sont multiples. Il s'agit d'augmenter la part de bois local dans la construction en valorisant les entreprises territoriales et de s'affirmer comme l'interlocuteur incontournable des maîtres d'ouvrages et maîtres d'œuvre dans les pays de Savoie. Il s'agit aussi de structurer et développer l'offre de bois local certifié en Pays de Savoie, en s'appuyant sur les avantages réciproques et les complémentarités des démarches collectives Bois Qualité Savoie (BSQ) et Bois des Alpes (BDA). BSQ assure plusieurs missions : l'animation et le développement du réseau d'entreprises en Pays de Savoie, la conception et la mise en œuvre d'une stratégie de marketing et de communication, le déploiement sur le terrain d'un prescripteur afin d'encourager l'utilisation du bois local certifié et la capitalisation de données et de connaissances sur la mise en œuvre de bois certifiés en Pays de Savoie.

Les réalisations sur cet axe démontrent une bonne dynamique de programmation et permettent de débloquer la réserve de performance.

Axe prioritaire	3 - Développer la résilience des territoires et des populations face aux risques naturels
-----------------	---

Au 31.12.2018 sur l'axe 3, 15 dossiers ont pu être conventionnés pour un coût total de 3,8 millions d'euros soit un taux de programmation de 38% (CTE).

Le taux de certification reste faible (4% exprimé en CTE) mais s'explique par le décalage de programmation qu'a subi l'axe 3. En effet, les premiers projets ont débuté en juin 2017 et les premières remontées de dépenses sont arrivées que fin 2018, et se sont poursuivies sur le premier semestre 2019. De ce fait, l'indicateur financier n'atteint pas ses objectifs de milieu de programmation et ne dépasse pas 27% malgré les efforts de certification fournis jusqu'au dernier appel de fonds d'avril 2019. La situation de l'axe

3 vis à vis du cadre de performance est décrite plus en détails en section 17.

En ce qui concerne les indicateurs de réalisation, le nombre de plan d'action annuels de gestion intégrée des risques reflète le retard entraîné par le décalage de programmation mais atteint néanmoins 81% de sa cible. Un important travail de démarchage des porteurs de projet a été mis en place tout au long de l'année 2018 afin d'anticiper les remontées de paiement lorsque cela était possible et pouvoir ainsi valoriser les réalisations. Au final, 7 projets ont pu faire remonter 13 plans d'actions annuels de gestion intégrée des risques.

Par exemple, L'opération " Gestion Intégrée des Risques Naturels" portée par le PETR du Briançonnais, des Ecrins, du Guillemois et du Queyras a pour ambition de développer une gestion des risques naturels à l'échelle de son territoire. Cette approche dite intégrée a pour vocation de mettre en place des actions coconstruites avec l'ensemble des acteurs, répondant aux problématiques locales et tenant compte spécificités territoriales tout en s'appuyant sur les capacités de chacun (capacités humaines, matérielles, financières, etc.). Le grand public ainsi que tous les acteurs du territoire sont ainsi sensibilisés aux risques naturels via des actions de communication, une aide aux communes du territoire, la participation aux différents réseaux d'acteurs de la gestion des risques naturels et des partenariats scientifiques.

De même, l'opération « Gestion intégrée et sensibilisation aux risques naturels de moyenne montagne dans les Baronnies provençales » est un projet multirisque interrégional. Elle a pour vocation de mettre en œuvre des actions de démarches locales et des actions interrégionales d'animation, de sensibilisation et de mise en réseau pour une meilleure gestion des risques naturels, notamment axée sur les risques glissement de terrain, feu de forêt et chute de bloc. Ce projet est porté par le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Baronnies provençales qui est un syndicat mixte ouvert. Ce syndicat rassemble les collectivités adhérentes à la Charte du parc naturel régional des Baronnies provençales, créé officiellement le 26 janvier 2015

La cible du nombre de partenariats opérationnels et scientifiques (IR9) a quant à elle été largement dépassée. Avec 16 partenariats contrôlés et validés, le taux de réalisation culmine à 1600%. La cible de cet indicateur avait été initialement calculé en ne prenant en compte que pour l'action 2 (Science-décision-action - SDA) mais cet indicateur est également pertinent dans certains cas de l'action 1 (GIRN). Il permet de comptabiliser le nombre de partenariats scientifiques et opérationnels mis en œuvre pendant la durée du projet, qu'ils soient co-financeurs ou non, qu'ils soient associés en montage chef de file ou non. Un partenariat peut être comptabilisé uniquement si celui-ci est mixte entre un partenaire scientifique et un partenaire opérationnel, et s'il est formalisé, via une lettre ou une convention de partenariat. Afin de s'assurer de la robustesse de ces données, le service en charge de la certification a mis en place un contrôle des pièces justificatives des partenariats scientifiques et opérationnels, notamment pour éviter les doubles comptages.

Sur cet indicateur, la cible a largement été dépassée du fait du dynamisme du réseau d'interface « Science-Décision-Action pour la prévention des risques naturels dans les Alpes » animé par le Pôle Alpin d'Etudes et de Recherche pour la Prévention des Risques Naturels (PARN) basé à Grenoble, qui, depuis 2013 a pour objectif, avec le soutien des régions AuRA et SUD et du CGET Alpes, de faire émerger des projets scientifiques partenariaux. Ces projets sont co-construits avec des acteurs locaux pour développer des outils innovants de gestion intégrée des risques naturels et à d'adaptation au changement climatique, à même de contribuer à la résilience des territoires de montagne du massif alpin. Le développement de cette

dynamique d'interface se structure autour d'un réseau riche d'acteurs appartenant aux sphères scientifique, opérationnelle et territoriale et d'une démarche d'accompagnement allant du montage scientifique et technique des projets jusqu'à leur valorisation. Ainsi, ces partenariats ont été valorisés au 31.12.2018 dans le cadre de 5 projets de SDA et de 2 projets de GIRN.

Concernant l'indicateur de résultat Ir9: taux de la population alpine concernée par une démarche de gestion intégrée des risques naturels.

Le taux de population alpine concernée par une démarche de gestion intégrée des risques naturels passe de 7% en 2014 à 5,6% en 2018. La baisse de la valeur de cet indicateur s'explique par différentes raisons. Dans un premier temps, la valeur de référence avait été calculée à partir des 5 sites pilotes de l'ancienne programmation ce qui représentaient 186 000 habitants. Sur ces 5 sites pilotes, la vallée de la Maurienne (44 700 habitants) n'a pas reconduit sa démarche de TAGIRN à l'exception de la commune de Valloire. Il en est de même pour les sites d'Arlysère et de Bourg-Saint-Maurice les Arcs qui couvraient 68 000 habitants. Par ailleurs, le syndicat mixte de préfiguration d'un parc naturel régional et d'aménagement des Baronnies Provençales (cf arrêté du 30 mars 2007 du préfet de la Drôme) concernait 130 communes avec 40 000 habitants en 2013. Le décret de classement du parc naturel régional des Baronnies provençales du 26 janvier 2015 a été publié au Journal Officiel le 28 janvier 2015. Aujourd'hui le syndicat mixte compte 97 communes adhérentes pour 34 149 habitants. Sur la période de programmation actuelle 2014-2020, la création de 5 nouveaux TAGIRN couvrant essentiellement des petites communes (73 920 habitants au total) n'a pas permis d'améliorer le taux de couverture. Celui-ci devrait augmenter avec la programmation de nouveaux TAGIRN.

Axe prioritaire

4 - Assistance technique du programme

En 2016, le premier dossier d'assistance technique du POIA a été programmé pour un montant de 839 107,81 € de coût total représentant 35.26% de l'allocation totale. Ce dossier a été soldé en 2018 pour un montant certifié de 576 594,07 € en coût total.

Les dossiers soldés font apparaître des réalisations globalement supérieures aux prévisions malgré une consommation financière inférieure au prévisionnel.

Au total, 13 séminaires ont pu être organisés sur la période 2014-2016 au lieu des 8 initialement prévus. De même, le nombre annuel moyen d'ETP affectés à la gestion du POIA a atteint 9,55 ETP contre 6,90 ETP initialement prévu. Le renforcement des moyens humains affectés au POIA est développé dans la section 6 du présent RAMO.

Aucun dossier d'assistance technique n'a été programmé en 2018.

Concernant la progression des valeurs des indicateurs de résultat :

Le nombre de porteurs de projets renseignés en amont d'une demande de financement atteint 280 porteurs de projet au 31.12.2018.

Le sentiment d'information sur les projets soutenus par l'UE sur le territoire Alpin a été réactualisé en 2018. Le taux progresse de + 2% par rapport à l'enquête qui avait été menée en 2016 et passe à 13%.

11.2. Mesures spécifiques prises pour promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes et prévenir la discrimination, en particulier concernant l'accessibilité pour les personnes handicapées, et les dispositions visant à garantir l'intégration de la dimension «hommes-femmes» au niveau du programme opérationnel et des opérations [article 50, paragraphe 4, et article 111, paragraphe 4, deuxième alinéa, point e), du règlement (UE) n° 1303/2013]

Ces principes sont mis en œuvre tout d'abord en associant de représentants spécifiques aux questions d'égalité entre les hommes et les femmes et de non-discrimination au sein du comité de Suivi, comme par exemple la Direction Régionale aux Droits de la Femme et à l'Egalité, la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale et le Préfet Délégué à l'Egalité des Chances.

La prise en compte de ces principes horizontaux qui se décline dans tous les axes fait l'objet d'une évaluation dans la sélection des opérations soutenues et le guide du candidat publié sur le site internet apporte informations et conseils.

Dans le cadre de l'OS 1, le projet d'aménagement du pôle lacustre des sources du lac d'Annecy a prévu l'intégration des normes d'accessibilité pour l'accueil des personnes handicapées (stationnement, signalétique, rampes d'accès...) tout comme le Sentier d'interprétation accessible à tous en forêt domaniale de Mallemoisson qui doit rendre accessible une partie de la forêt aux personnes à mobilité réduite ; ce projet est porté par l'ONF qui a mis en place un plan « Egalité femmes / hommes à l'Office National des forêts » en 2015.

De nombreux projets intègrent de façon indirecte ces problématiques par leur nature même : l'aménagement du site des falaises du Baouroux cible un public familial sans discrimination et offre un accès libre et gratuit à tous les visiteurs.

Le porteur de la Rénovation du sentier des Arpellières en Savoie (OS 2) a mis en place un matériel adapté aux non-voyants et réalise des visites guidées avec des publics handicapés et a institué la gratuité du lieu rénové.

Le Parc national du Mercantour, dans le cadre de l'opération « Les gravures rupestres du Mont Bégo » (OS 1) prévoit, outre l'aménagement des conditions d'accès au site pour les personnes handicapées, de développer des outils pour instaurer des visites guidées en langage des signes.

L'opération Simoter (OS 4) intègre ces principes dans le cadre des recrutements prévus pour le projet et s'inscrit dans la démarche d'égalité au sein de l'Université de Grenoble Alpes qui a créé une commission de la parité et de l'égalité des chances et signé la charte pour l'égalité Homme/femme. De même, le CREA Mont-Blanc (projet CLIMB – OS 2) possède un règlement intérieur qui insiste sur l'égalité salariale et de traitement et le projet est ouvert à tous sur les mêmes bases. Des interventions d'information dans les écoles sont proposées à prix réduit pour favoriser la diffusion de la connaissance au plus grand nombre.

11.3. Développement durable [article 50, paragraphe 4, et article 111, paragraphe 4, deuxième alinéa, point f), du règlement (UE) n° 1303/2013]

La grille de notation des projets présentée dans les AAP prend en compte ce principe et une annexe relative à sa mise en œuvre est analysée à l'instruction.

Les axes du POIA sont particulièrement orientés vers les objectifs de développement durable : fragilité du milieu montagnard nécessitant l'adaptation des activités économiques et une gestion durable des ressources. Les AAP exigent des projets, lorsque cela est pertinent, de s'inscrire dans le cadre de la stratégie globale pour la biodiversité et du schéma régional de cohérence écologique et d'être en cohérence avec les stratégies Natura 2000 (critères d'éligibilité de l'OS2).

Les 4 AAP 2018 intègrent tous des exigences environnementales et de développement durable : efficience énergétique, utilisation de matériaux biosourcés et de ressources locales pour l'OS1, évaluation et limitation des impacts environnementaux liés à l'accroissement de l'activité des entreprises pour l'OS3, etc ...

Sur les opérations de l'OS1, ont été remarqués : l'Aménagement du col Agnel par des voies de cheminement moins impactant pour la biodiversité et qui prévoit l'utilisation de matériaux issus de circuits courts (dont bois local) et un travail de sensibilisation avec le Parc Régional du Queyras. La valorisation du site de la Citadelle à Forcalquier a quant à elle fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de sa conception et d'actions de préservation des sols, de la biodiversité et du patrimoine culturel et naturel.

En matière de biodiversité (OS2), l'opération CLIMB (CREA Mont Blanc) programmée en 2018 permet une meilleure prise en compte de l'impact du changement climatique sur la biodiversité de montagne, la diffusion des connaissances aux gestionnaires d'espaces naturels et aux chercheurs et la sensibilisation du grand public. Les méthodes et le matériel de collecte et d'observation utilisés sont le moins intrusif possible pour la faune et la flore.

Sur l'OS3, des projets de modernisation et d'équipement de PME certifiées ou en cours de certification Bois des Alpes (Scierie Frison en Savoie ou les Charpentes du Lac en Haute Savoie) permettront, outre le développement économique et la création d'emplois, la valorisation de ressources sylvicoles locales tout en diminuant la consommation d'énergie et l'émission de GES grâce au circuit court et à la performance énergétique du bois alpin.

Enfin, sur les projets de l'OS4, on peut mentionner l'opération Permarisk de l'Université Grenoble Alpes qui vise à composer une vue d'ensemble de la distribution du permafrost dont la dégradation par le réchauffement climatique place certains territoires de montagne en situation de risques. La connaissance des phénomènes et la production d'une base de données permettront une évaluation des sites à risques et l'élaboration de mesures de prévention et gestion de crise. Les connaissances et l'expérience acquises seront transférables vers les collectivités territoriales, les gestionnaires d'infrastructures et plus largement vers les habitants et usagers de la montagne.

11.4. Communication des données relatives au soutien affecté aux objectifs liés au changement climatique [article 50, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 1303/2013]

Axe prioritaire	Montant du soutien affecté aux objectifs liés au changement climatique (en EUR)	Part de la dotation totale pour le programme opérationnel (%)
1	1 445 525,28	6,63%
3	1 734 975,54	34,70%
Total	3 180 500,82	9,35%

Voir section 11.3

11.5. Rôle des partenaires dans la réalisation du programme

La spécificité alpine et interrégionale du POIA a été prise en compte par l'Autorité de gestion en renforçant le partenariat avec le CGET, la région AuRA et les services montagnes des 2 régions. Les calendriers des comités CIMA et POIA ont été articulés de façon à trouver un accord sur les dossiers à présenter et sur les plans de financement. Par ailleurs, des cellules d'animation technique conjointe sont organisées plusieurs fois par an pour faire le point avec les partenaires sur l'avancement de la programmation, de la certification, le lancement des appels à projets, les indicateurs; etc.

2 réunions de lancement des appels à projets 2018 ont été organisées sur le territoire de PACA et d'AuRA qui ont permis de présenter les possibilités de financement par le POIA et des échanges avec les chargés de mission.

En 2018, un important travail de mise à jour des membres des comités de programmation et des comités de suivi a été entrepris sur le logiciel de gestion des contacts Augure qui permet la diffusion des informations auprès des partenaires de l'autorité de gestion.

Tous les comités de programmation de 2018 ont eu lieu en version dématérialisée. 3 comités interrégionaux de programmation ont été organisés pendant l'année : le 26 mars, le 16 juillet et le 26 octobre. Pour une meilleure information du partenariat, des fiches projets concernant toutes les opérations présentées en CIRP sont diffusées pendant la consultation et des graphiques présentant l'état de la programmation et/ou certification au terme de la consultation sont annexés au compte-rendu.

3 comités de suivi ont été organisés en 2018 : 2 comités en consultation écrite et 1 en présentiel.

Le CDS du 10 avril avait pour objet la validation de la révision du POIA afin de corriger les valeurs des indicateurs du cadre de performance sans impact sur la maquette financière. Ce CDS a été prolongé jusqu'au 23 avril pour y inclure la validation de la suppression de toutes références à des dépenses éligibles dans le programme (point précisé dans chaque appel à candidature). Le CDS du 20 juin a été organisé en présentiel sur le territoire du massif alpin, à Gap et a permis de présenter l'état d'avancement du programme, les actions de communication et un point sur l'évaluation ainsi que les perspectives et enjeux de la politique de cohésion pour la période 2020-2027.

Plusieurs bénéficiaires sont venus présenter leurs projets : la réhabilitation d'un centre équestre pour la commune d'Uvernet Fours, le Grand tour des Ecrins pour le Parc national des Ecrins, le réseau alpin de la forêt de montagne pour l'Union régionale des associations des communes forestières de Provence-Alpes-Côte d'Azur et l'achat d'un séchoir sous vide pour la scierie Nier. Une opération a fait l'objet d'une visite sur place lors de ce comité : la zone humide du Liou, située en bordure du Lac de Serre-Ponçon, dans le cadre du projet Les Grands Lacs alpins.

Le CDS du 19 décembre a permis de présenter au partenariat l'état d'avancement de la programmation, de la certification, de la révision et de la mise en œuvre du programme ainsi que les actions de communication 2018 et la nouvelle charte graphique. L'avancement de l'évaluation de mise en œuvre du programme et la prise en compte des recommandations ont également fait l'objet d'un point d'information. Le comité a validé le plan de communication pour l'année 2019

12. INFORMATIONS ET ÉVALUATION OBLIGATOIRES CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 111, PARAGRAPHE 4, PREMIER ALINÉA, POINTS A) ET B), DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013

12.1. Les progrès accomplis dans la mise en œuvre du plan d'évaluation et le suivi donné aux résultats des évaluations

Comme prévu au plan d'évaluation les années 2017 et 2018 ont été consacrées aux travaux d'évaluation de la mise en œuvre des programmes (voir détail section 4). Les rapports finaux de ces évaluations ainsi que les synthèses en français et en anglais sont disponibles dans la section Evaluation de SFC.

A partir de 2019, l'Autorité de Gestion entrera dans la seconde période (2019-2022) prévue au plan d'évaluation et consacrée aux évaluations d'impact. Afin de se préparer à cette période, le secrétariat technique en charge de l'évaluation au sein de l'Autorité de Gestion a suivi une formation de 3 jours aux méthodes d'évaluation d'impact. L'objectif de la formation était de présenter l'état de l'art en matière d'évaluation d'impact et de permettre aux équipes de progresser dans la réflexion et la planification des évaluations d'impact pour 2019-2022. La formation était construite en deux temps. Un premier temps d'apports théoriques et de présentation d'exemples. Un second temps centré sur des apports méthodologiques et pratiques avec des études de cas, appelées "études d'évaluabilité" directement sur le PO. Les études d'évaluabilité ont permis à l'Autorité de Gestion de cibler les questionnements et les méthodes d'évaluation d'impact envisageables pour chaque thématique.

Au vu de leur temporalité, les évaluations d'impact viseront principalement à interroger les résultats et les impacts à moyen terme du programme. Elles traiteront également des questions relatives à la contribution de ce dernier aux principes transversaux, et aux objectifs de la stratégie UE 2020.

L'Autorité de Gestion proposera une révision du Plan d'évaluation en 2019 afin de tenir compte :

- des ressources mobilisables pour l'évaluation
- des études d'évaluabilité menées
- démontrer l'intérêt porté par l'AG pour l'évaluation d'impact ainsi que sa volonté d'être exemplaire en la matière.

A la lumière du poids financier de l'axe, de l'intérêt – et homogénéité – de la politique ainsi que des données disponibles, ce sont les Espaces Valléens (PI6c) qui feront l'objet d'une étude d'impact répondant aux canons méthodologiques.

Statut	Nom	Fonds	Année de finalisation de l'évaluation	Type d'évaluation	Objectif thématique	Thème	Constatations (si exécutée)	Suivi (si exécutée)
Prévue	Evaluations d'impact sur les Espaces Valléens	FEDER	2023	Impact	06	L'impact du POIA sur les Espaces Valléens.	L'étude n'a pas encore débuté.	L'étude n'a pas encore débuté.
Exécutée	EVALUATION DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME OPERATIONNEL INTERREGIONAL DU MASSIF ALPIN (POIA)	FEDER	2018	Procédure	03 05 06	L'évaluation de mise en œuvre avait pour objectif d'identifier à la fois les bonnes pratiques et les dysfonctionnements et apporter des pistes d'améliorations opérationnelles qui pourraient être appliquées à court terme pour favoriser l'atteinte des objectifs fixés.	L'ensemble des résultats de l'évaluation sont disponibles dans la section "Evaluation" de SFC.	Le suivi des recommandations est assuré en interne par la Direction de l'Autorité de Gestion ainsi que la Direction des Affaires Européennes. Le comité de pilotage s'est réuni en 2018 afin de prioriser les recommandations émises. Le suivi des recommandations est assuré grâce à l'utilisation de fiches recommandations qui précisent le service en charge de la mise en œuvre, le calendrier, et le suivi de la mise en œuvre.

12.2. Les résultats des mesures d'information et de publicité relatives aux Fonds, prises en application de la stratégie de communication

Au regard des exigences réglementaires en matière de publicité du programme, l'Autorité de gestion a déployé en 2018, les actions suivantes :

1. L'évènement annuel en 2018 s'est déroulé le 18 avril à Marseille dans le cadre de la 1ère Convention annuelle des maires au Parc Chanot à Marseille.

600 participants, 600 recueils de fiches projets distribués, 1 conférence de presse, 1 atelier spécifique Europe, 1 stand Europe avec les 4 CIED + la Commission européenne, des retombées médiatiques (10 articles parus dans la presse régionale)

2. Le site internet dédié aux fonds européens (www.europe.maregionsud.fr), enregistre une fréquentation en forte hausse par rapport à l'année 2017.

59 791 sessions enregistrées en 2018 contre 34 621 sessions en 2017.

39 587 utilisateurs en 2018 contre 18 360 utilisateurs en 2017.

Décembre 2018 présente un fort taux de fréquentation en raison de la campagne médias sur les réseaux sociaux.

La présence sur les réseaux sociaux peut expliquer cette hausse de notoriété du site.

3. Une stratégie digitale a été mise en place en avril 2018 avec la création d'un **compte Twitter** et d'un **compte Facebook** qui viennent compléter la **chaîne YouTube** créée en 2017.

4. Le recueil de fiches projets : Le concept consiste à valoriser des projets cofinancés par tous les programmes européens en Région. Chaque projet est présenté sur une fiche A4. La version 1 diffusée le 1er avril 2016 comprenait 72 fiches projets.

En 2018, un recueil spécifique au POIA a été édité avec **130** fiches projets.

Google Map

Chaque fiche est géolocalisée. Ainsi chaque fiche correspondant à un point géographique sur une carte interactive est disponible sur le site <https://europe.maregionsud.fr/que-fait-leurope-dans-ma-region/exemples-de-projets-finances/guides-des-projets-soutenus-par-des-financements-europeens-en-region-provence-alpes-cotes-dazur/> La fiche est consultable lorsque l'on clique sur le point.

174 fiches projets FEDER-POIA sont géolocalisées (contre 17 en 2017). Le rattrapage des fiches projets

POIA a bien été effectué comme annoncé en 2017.

Cet outil connaît un grand succès auprès de l'ensemble de notre partenariat.

5. Carnet de correspondance des lycéens 2018-2019 : une page sur les fonds européens au travers du message « La Région et l'Europe s'engagent pour l'avenir des jeunes ».

Cible :

280 lycées dans la région soit 193 220 lycéens touchés

6. Campagne de communication du 25 octobre au 25 novembre 2018 : Campagne Europe – Région :
« L'Europe c'est du concret ! »

Les objectifs de la campagne :

- Faire progresser le sentiment d'information des citoyens résidents sur le territoire régional concernant les projets financés par l'Union Européenne.
- 4 spots radio (FEDER / FSE / FEADER / POIA): 820 diffusions sur les créneaux 7h-14h et 17h-19h sur 20 radios différentes
- 1 double page dans le quotidien 20mn sur une mise en valeur de 10 projets financés par l'Union européenne : 4 parutions = 380 000 lecteurs
- 1 campagne digitale avec déclinaison des 4 spots radio en 4 visuels : 3 566 667 affichages / impressions

7. Joli Mois de l'Europe 2018 :

- Une page dédiée sur le site internet <http://europe.regionpaca.fr/joli-mois-de-leurope-2018/>
- Un courrier d'appel à mobilisation co-signé par la Région et la Représentation de la Commission Européenne à Marseille adressé à l'ensemble du partenariat régional
- 40 événements labellisés conjointement par la Région et la Représentation de la Commission Européenne à Marseille
- Une visibilité régionale, nationale et européenne
- Publications sur les comptes Facebook et Twitter Europe dans le Sud avec les hashtags #JMEurope et #UEinmyregion
- Affiches et Goodies adressés à l'ensemble des organisateurs

8. Journées Portes Ouvertes des bénéficiaires : La 1ère édition s'est déroulée en 2018 avec 6 journées Portes Ouvertes de bénéficiaires de financements européens organisées pendant le Joli Mois de l'Europe. Un projet POIA a participé (Musée Artémisia à Forcalquier (04)).

Un plan média a été déployé sur les réseaux sociaux pour promouvoir les événements.

Evènements Facebook sponsorisés : Campagne Facebook Ads

Portée : 323 683 personnes

Affichages : 784 313

Nombre de réponses aux événements : 2 147

Les Journées Portes Ouvertes de bénéficiaires ont été médiatisées sur les réseaux sociaux avec notamment des vidéos réalisées en live lors de ces journées qui ont généré 3 300 vues.

9. Fête de l'Europe à La Ciotat et à Embrun : Stand Région avec distribution de programmes sur le Joli Mois de l'Europe, recueils de fiches projets et d'objets promotionnels. Environ 3 000 participants.

10. Actions de communication en partenariat avec Auvergne – Rhône Alpes :

1. Mise en place d'une nouvelle charte graphique validée par Auvergne Rhône-Alpes
2. Une fête de l'Europe à Embrun
3. Une page dédiée au POIA figurera sur le site « L'Europe s'engage en Auvergne – Rhône – Alpes » d'ici fin avril 2019

11. Magazine Région : 1 article d'une double page a été consacré au POIA sur la filière Bois des Alpes (numéro de Printemps 2018)

12. Résumés citoyens : une nouvelle version, beaucoup plus communicante, a été produite et plébiscitée par la DG Regio.

13. Baromètre d'opinion : conformément à la stratégie de communication, un baromètre d'opinion a été effectué fin 2018.

Il avait pour objectifs de mesurer l'attachement des habitants de la Région Sud à l'Europe, leur sentiment sur l'appartenance, de France à l'Europe, leurs principales préoccupations, d'évaluer la connaissance de l'engagement de l'Europe en Région Sud : notoriété spontanée et assistée des fonds ; degré d'information ressenti. En raison de la mise en place du RGPD, le volet bénéficiaire n'a pas pu être réalisé, nous n'avons par conséquent pas pu évaluer la perception qu'ont les bénéficiaires (porteurs de projets financés) des

dispositifs d'aide dont ils ont bénéficié.

Bilan 2018 : 21 actions réalisées

19 actions de communication étaient programmées en 2018 : une seule action n'a pas pu être réalisée qui concerne l'achat d'objets promotionnels en raison de la fin du marché de la Direction de la Communication et de la Marque.

3 actions non programmées ont été réalisées en supplément :

- Bandeaux La Provence (une publication par mois)
- Nouvelle charte graphique Europe – Région
- Lettres électroniques d'actualité à destination des élus du territoire

NB : => La mise en place d'une stratégie digitale a permis la réalisation et la diffusion de vidéos réalisées en direct ou relayées par nos soins et par les bénéficiaires ou même les journalistes. Ainsi la ligne prévisionnelle de création de 12 vidéos pour un montant de 16 400€ TTC a été basculée sur la création de spots radio pour la campagne radio.

Comparatif :

8 vidéos de bénéficiaires réalisées par prestataire en 2017 : **7 600€ TTC** pour **176 vues**

8 vidéos réalisées sur les réseaux sociaux : en 2018 : = **0€** pour **3 300 vues**

13. ACTIONS MENÉES POUR SATISFAIRE AUX CONDITIONS EX ANTE [ARTICLE 50, PARAGRAPHE 4, DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013] (LES DONNÉES PEUVENT ÊTRE INCLUSES DANS LE RAPPORT À PRÉSENTER EN 2016. — VOIR LE POINT 9 CI-DESSUS) (DONNÉES REQUISES DANS LE RAPPORT PRÉSENTÉ EN 2017 - OPTION: RAPPORT D'AVANCEMENT)

14. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE AJOUTÉES, EN FONCTION DU CONTENU ET DES OBJECTIFS DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL [ARTICLE 111, PARAGRAPHE 4, DEUXIÈME ALINÉA, POINTS A), B), C), D), G) ET H), DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]

14.1. Progrès de la mise en œuvre de l'approche intégrée de développement territorial, y compris le développement des régions confrontées à des défis démographiques et des handicaps permanents ou naturels, les investissements territoriaux intégrés, le développement urbain durable et le développement local mené par les acteurs locaux, relevant du programme opérationnel

POIA non concerné

14.2. Les progrès accomplis dans la réalisation d'actions visant à renforcer les capacités des autorités nationales et des bénéficiaires à gérer et à utiliser les Fonds

- Formations des agents
- Formations des bénéficiaires après les CRP
- Amélioration des outils à destination des porteurs de projets et des bénéficiaires : notamment ouverture complète du portail e-synergie : demande de paiement et demande subvention

14.3. Les progrès accomplis dans la réalisation d'éventuelles actions interrégionales et transnationales

POIA non concerné

14.4. Le cas échéant, la contribution aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes

Comme le prévoit le règlement (UE) n° 1303/2013, au paragraphe 3 de l'article 27, «Contenu des programmes», au paragraphe 3, point e), de l'article 96, «Contenu, adoption et modification des programmes opérationnels présentés au titre de l'objectif "Investissement pour la croissance et l'emploi"», au paragraphe 3 et au paragraphe 4, point d), de l'article 111, «Rapports de mise en œuvre pour l'objectif "Investissement pour la croissance et l'emploi"», et à l'annexe 1, section 7.3, «Contribution des programmes principaux aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes», ce programme contribue à la/aux stratégie(s) macrorégionale(s) et/ou aux stratégies relatives aux bassins maritimes:

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Région Auvergne Rhône-Alpes sont actives dans le projet de stratégie macrorégionale alpine et se sont impliquées dans la préparation du programme Espace Alpin. Ces stratégies ont été prises en compte dans l'élaboration du projet de POIA.

Les trois piliers de la stratégie de l'Union Européenne pour la Région Alpine (SUERA) sont :

- améliorer la compétitivité, la prospérité et la cohésion au sein de la région alpine ;
- assurer l'accessibilité et la connectivité à tous les habitants de la région alpine ;
- promouvoir la durabilité environnementale et l'attractivité de la région alpine.

Le programme interrégional du massif des Alpes, à travers ses trois axes stratégiques, est donc en adéquation avec les principales orientations de la stratégie, notamment les piliers 1 et 3, et contribue à la réalisation du plan d'actions.

Les objectifs spécifiques du POIA n°1 " Accroître la découverte du massif par la valorisation du patrimoine naturel et culturel ", n°2 " Protéger la biodiversité et les continuités écologiques alpines " et n°4 "Etendre et améliorer la gestion intégrée des risques naturels sur le massif" contribuent directement à **l'objectif 3 de la SUERA** " Un cadre environnemental plus inclusif et des solutions énergétiques renouvelables et fiables pour l'avenir" et notamment l'action 6 " Préserver et valoriser les ressources naturelles y compris l'eau, ainsi que les ressources culturelles", l'action 7 " Développer la connectivité écologique sur l'ensemble du territoire de la SUERA et l'action 8 " Améliorer la gestion des risques et mieux anticiper le changement climatique, y compris la prévention des risques naturels ".

L'objectif spécifique n°3 du POIA " Accroître l'offre certifiée du bois d'oeuvre alpin transformé localement" contribue à l'objectif 1 de la SUERA, notamment l'action 2 " accroître le potentiel économique des secteurs stratégiques ".

Ainsi en 2018, sur les 48 dossiers programmés au titre du POIA :

- 38 dossiers relèvent des OS 1 et 2 et impactent l'action 6 de la SUERA pour un coût total éligible de 10.4M€.
- 6 dossiers concernent l'OS 4 et impactent l'action 8 de la SUERA pour un coût total éligible de 1.9M€.

- ☐ Stratégie de l'UE pour la région de la mer Baltique (EUSBSR)
- ☐ Stratégie de l'UE pour la région du Danube (EUSDR)
- ☐ Stratégie de l'UE pour la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne (EUSAIR)
- ☒ Stratégie de l'UE pour la région alpine (EUSALP)
- ☐ Stratégie par bassin maritime: plan d'action pour l'Atlantique (ATLSBS)

Domaine(s) thématique(s) stratégique(s) et action(s), et/ou question horizontale (gouvernance) pour lesquels le programme est pertinent:

	Domaine thématique stratégique	Action / question horizontale
<input type="checkbox"/>	1 - Croissance économique et innovation	1.1.1 - Écosystème d'innovation et de recherche
<input type="checkbox"/>	1 - Croissance économique et innovation	1.1.2 - Potentiel économique des secteurs stratégiques
<input type="checkbox"/>	1 - Croissance économique et innovation	1.1.3 - Environnement économique et social des opérateurs économiques dans les secteurs stratégiques (dont le marché du travail, l'éducation et la formation)
<input type="checkbox"/>	1 - Croissance économique et innovation	1.2.1 - Gouvernance
<input type="checkbox"/>	2 - Mobilité et connectivité	2.1.1 - Intermodalité et interopérabilité du transport de passagers et de marchandises
<input type="checkbox"/>	2 - Mobilité et connectivité	2.1.2 - Connexion électronique entre les personnes (agenda numérique) et accès aux services publics
<input type="checkbox"/>	2 - Mobilité et connectivité	2.2.1 - Gouvernance
<input type="checkbox"/>	3 - Environnement et énergie	3.1.1 - Ressources naturelles (y compris l'eau et les ressources culturelles)
<input type="checkbox"/>	3 - Environnement et énergie	3.1.2 - Connectivité écologique
<input type="checkbox"/>	3 - Environnement et énergie	3.1.3 - Gestion des risques et du changement climatique (notamment par la prévention des risques naturels de grande ampleur)
<input type="checkbox"/>	3 - Environnement et énergie	3.1.4 - Efficacité énergétique et énergies renouvelables
<input type="checkbox"/>	3 - Environnement et énergie	3.2.1 - Gouvernance

Actions ou mécanismes utilisés pour mieux lier le programme avec l'EUSALP

A. Les coordonnateurs macrorégionaux (principalement les coordonnateurs nationaux, les coordonnateurs des domaines stratégiques ou les membres) participent-ils au comité de suivi du programme?

Oui ☐ Non ☒

B. Dans les critères de sélection, des points supplémentaires ont-ils été attribués aux mesures spécifiques visant à soutenir l'EUSALP?

Oui ☐ Non ☒

C. Le programme a-t-il investi des fonds de l'UE dans l'EUSALP?

Oui ☐ Non ☒

Votre programme prévoit-il d'investir dans l'EUSALP à l'avenir? Veuillez préciser (1 phrase spécifique)

Sans objet

D. Résultats obtenus en rapport avec l'EUSALP(sans objet pour 2016)

Sans objet

E. Le programme contribue-t-il à des cibles et des indicateurs spécifiques des actions de l'EUSALP, comme indiqué dans le plan d'action de l'EUSALP? (Veuillez préciser la cible et l'indicateur)

NON

14.5. Les progrès accomplis dans la réalisation des actions en matière d'innovation sociale, le cas échéant

POIA non concerné

14.6. Les progrès accomplis dans l'exécution des mesures visant à répondre aux besoins spécifiques des zones géographiques les plus touchées par la pauvreté ou des groupes cibles les plus menacés de pauvreté, de discrimination ou d'exclusion sociale, et particulièrement des communautés marginalisées et des personnes handicapées, des chômeurs de longue durée et des jeunes sans emploi, en précisant, le cas échéant, les ressources financières utilisées

POIA non concerné

PARTIE C RAPPORTS PRÉSENTÉS EN 2019 ET RAPPORT FINAL DE MISE EN ŒUVRE
[article 50, paragraphe 5, du règlement (UE) n° 1303/2013]

15. INFORMATIONS FINANCIÈRES AU NIVEAU DE L'AXE PRIORITAIRE ET DU PROGRAMME [ARTICLE 21, PARAGRAPHE 2, ET ARTICLE 22, PARAGRAPHE 7, DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]

16. CROISSANCE INTELLIGENTE, DURABLE ET INCLUSIVE (OPTION: RAPPORT D'AVANCEMENT)

Informations et analyses concernant la contribution du programme à l'application de la stratégie de l'Union pour une croissance intelligente, durable et inclusive.

Par ses spécificités territoriales, le massif alpin possède une formidable diversité. C'est aussi un territoire attractif et fragile. Cette attractivité se traduit par une population en augmentation, notamment dans le nord du massif. Cette population se polarise essentiellement autour des grandes villes, qui attirent les populations rurales -et notamment les jeunes- en recherche d'emploi et de formation.

Les acteurs du massif des Alpes, réunis au sein du Comité de Massif, se sont engagés dans une collaboration la plus étroite possible afin de bâtir et défendre une vision stratégique intégrée pour le développement du territoire alpin. Cette collaboration s'est traduite par la validation par le Comité de Massif, en juin 2006 et son approbation par les Régions fin 2006, du Schéma Interrégional du Massif Alpin (SIMA), alors réactivé en France par la loi n°2005-157 relative au développement des territoires ruraux. Pour la période de programmation 2014-2020, les acteurs du Massif alpin ont décidé de renforcer leur vision commune pour l'avenir du territoire interrégional et d'en décliner les aspirations au travers des différents instruments financiers publics articulés sur le massif. Les orientations révisées du SIMA en 2012, rappellent à ce titre que « compte tenu de la hiérarchie des enjeux qu'il propose de traiter, le schéma de massif doit permettre de choisir les actions à mener et ainsi de concentrer les moyens financiers de l'Europe, de l'Etat et des Collectivités territoriales dans le cadre des programmes interrégionaux de massif. »

Conduite sous l'égide de la Commission Permanente du Comité de Massif, la partie stratégique du schéma de massif de 2012 à vocation à servir de cadre d'actions pour les politiques publiques de la décennie à venir sur le massif. Cette stratégie se compose de 4 grandes orientations : - garantir, dans la durée, la diversité et l'équilibre des ressources naturelles et patrimoniales, - consolider et diversifier les activités spécifiques du massif en les adaptant aux changements, - organiser et structurer le territoire, - insérer les Alpes françaises dans leur environnement régional, transfrontalier et transnational.

Cette stratégie, fruit du partenariat des acteurs du Massif alpin, opère donc une priorisation des orientations définies dans le SIMA au regard des objectifs de la stratégie UE2020 en faveur d'une croissance intelligente, durable et inclusive. Elle propose ainsi une réponse aux enjeux du Diagnostic Territorial Stratégique (DTS) interrégional du Massif des Alpes en **intégrant la stratégie UE2020 pour croissance soutenable qui préserve et valorise les ressources du massif alpin.**

Axe 1

Dans le cadre de l'Objectif Spécifique 1- Accroître la découverte estivale du massif par la valorisation du patrimoine naturel et culturel, le POIA vise le développement de la fréquentation touristique, notamment durant la période estivale, par l'adaptation et le renforcement d'une offre de découverte axée sur la valorisation des richesses patrimoniales culturelles et naturelles des territoires de montagne. En effet, les Alpes françaises constituent une des premières destinations touristiques d'Europe, particulièrement pour le tourisme d'hiver. Au-delà du maintien de l'activité neige, dans un contexte de changement climatique, le développement durable du tourisme en montagne repose aussi sur la diversification des offres et la diversification des stations et communes, en lien avec leur territoire environnant, en se développant sur toutes les saisons. Les territoires de montagne disposent de nombreux atouts auprès des clientèles touristiques, nationales comme internationales. Le développement de ce potentiel souvent peu exploité est l'objectif de l'OS1 du POIA dans le cadre du programme des Espaces Valléens et, en particulier, le

développement du tourisme estival.

Dans le cadre de la programmation actuelle, 35 territoires des Alpes françaises sont reconnus "Espaces Valléens" et mettent en œuvre leur plan d'actions de diversification touristique. Ils constituent un réseau vivant et dynamique sur l'ensemble du massif. Entre les deux générations d'Espaces Valléens, le dispositif s'est ouvert plus largement à l'ensemble des territoires du massif des Alpes. Il vise la diversification touristique "4 saisons" en lien avec la valorisation des patrimoines naturels et culturels, spécifiques à chaque territoire et dans le respect du développement durable de la montagne. Les espaces Valléens sont encouragés à intégrer d'autres enjeux, notamment liés à la biodiversité, aux mobilités et aux services à la population, dans l'objectif de mise en place d'une approche intégrée. Au total, 80% des Alpes françaises sont couvertes par le dispositif Espaces Valléens.

Les projets financés dans le cadre de l'Objectif Spécifique 2 - Protéger la biodiversité et les continuités écologiques alpines ont permis la réalisation de différents projets tels que la production et la gestion de connaissances (inventaires naturalistes, programmes de recherche, outils d'observation visant la production de données, leur validation, leur regroupement, leur traitement référentiel, leur mise à disposition), l'investissement de restauration et de conservation des habitats et d'autres investissements en faveur du maintien et/ou de la réintroduction d'espèces.

Axe 2

Concernant l'Objectif Spécifique 3 - Accroître l'offre certifiée de bois d'œuvre alpin transformé localement, l'Autorité de gestion a mis en œuvre grâce au POIA une démarche visant à optimiser la valorisation du bois alpin depuis la récolte jusqu'à l'utilisateur final notamment par la caractérisation de la ressource (en conformité avec les normes européennes) et la mise en place d'une qualité de service. Cette priorité d'investissement intervient en soutien à deux types d'actions complémentaires permettant de dynamiser l'activité de transformation de bois d'œuvre certifié « Bois des Alpes » et donc d'accroître l'offre certifiée du bois d'œuvre alpin transformé localement : en améliorant les capacités de production des PME par un soutien à la modernisation de leurs équipements et en soutenant la structuration des acteurs de la transformation de bois d'œuvre local.

Au 31/12/2018, 65 entreprises alpines de transformation de bois d'œuvre sont certifiées "Bois des Alpes", soit 41 de plus qu'en 2014.

Cette démarche est vertueuse et structurante pour la filière bois, qui met en valeur la pertinence du choix du bois dans la construction (substitution de Carbone fossile, gestion durable des forêts). Elle permet aussi une meilleure compétitivité des entreprises locales, encourage les circuits de proximité dans la filière bois et stimule en cela l'activité et l'emploi local. La démarche collective Bois des Alpes est potentiellement reproductible. Ses résultats pourront bénéficier à l'ensemble de la filière bois régionale, voire française.

Axe 3:

Le POIA accompagne également l'élargissement territorial de la « Gestion Territoriale des Risques Naturels » (GIRN) sur le massif Alpin par l'émergence de nouveaux territoires supports dits « Territoires Alpains de Gestion Intégrée des Risques Naturels ». Ces actions sont financées dans le cadre de l'Objectif Spécifique 4- Etendre et améliorer la gestion des risques naturels sur le massif en appuyant le financement d'une ingénierie d'animation locale spécifique et la mise en œuvre de plans d'actions adaptés.

En effet, la géologie, le relief, le climat rendent la montagne difficile d'accès et en font un milieu particulièrement exposé aux risques naturels. Le milieu montagnard est aussi particulièrement menacé par le changement climatique qui impose une adaptation des activités économiques, notamment touristiques et une gestion renforcée et innovante des ressources.

Les risques naturels en montagne combinent de multiples dangers et des vulnérabilités spécifiques, notamment une forte dépendance des activités socio-économiques vis-à-vis des réseaux de communication (risque d'isolement). Ces risques, déjà omniprésents, ont de plus en plus tendance à augmenter sous l'effet combiné des activités humaines et des modifications rapides de l'environnement montagnard induites par le réchauffement climatique. Ces difficultés rendent délicate la prise de décision concernant notamment le choix, le dimensionnement ou encore la priorisation des interventions. La prévention des risques dans ces territoires nécessite, par conséquent, des modalités de gestion spécifiques répondant à ces particularités géographiques par des approches à la fois globales (multirisques), adaptées au contexte local et concertées.

Pour accompagner la montée en compétence des territoires alpins en matière de gestion des risques et d'adaptation au changement climatique, il est ainsi nécessaire de mobiliser non seulement un large panel de compétences scientifiques et techniques interdisciplinaires, pour développer des outils opérationnels spécialisés, mais également des moyens spécifiques dédiés à la co-construction, à la capitalisation et au transfert des connaissances et des pratiques, auprès des gestionnaires et des décideurs.

C'est l'objet du programme interrégional de Gestion Intégrée des Risques Naturels sur le massif alpin (GIRN-Alpes), coordonné par le Pôle Alpin d'études et de recherche pour la prévention des Risques Naturels (PARN) depuis 2009 dans le cadre d'une programmation conjointe de la Convention interrégionale du Massif des Alpes (CIMA) et du POIA.

A ce titre, 15 dossiers ont pu être programmés pour un coût total de 3,8 M€.

17. PROBLÈMES ENTRAVANT LA RÉALISATION DU PROGRAMME ET MESURES PRISES — CADRE DE PERFORMANCE [ARTICLE 50, PARAGRAPHE 2 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]

Lorsque l'évaluation des progrès accomplis concernant les valeurs intermédiaires et cibles définies dans le cadre de performance démontre que certaines valeurs intermédiaires et cibles n'ont pas été atteintes, les États membres doivent donner les raisons sous-jacentes de cet échec dans le rapport de 2019 (pour les valeurs intermédiaires) et dans le rapport final de mise en œuvre (pour les valeurs cibles).

La situation de POIA vis à vis des objectifs du cadre de performance est globalement bonne puisqu'un seul indicateur n'est pas en mesure d'atteindre sa cible au 31.12.2018.

L'indicateur financier de l'axe 3 ayant atteint 27% de sa cible, il empêche de débloquer la réserve au niveau de l'axe. Cependant, les autres indicateurs de l'axe ayant atteint leurs objectifs, la réserve sera réallouée vers un axe plus performant du programme.

1. Problèmes rencontrés sur l'axe 3 pour atteinte la cible et efforts déployés

Le faible taux de réalisation de l'indicateur financier s'explique par le décalage de programmation de l'axe 3. En effet, en début de programmation, l'accent a été mis sur les axes 1 et 2 au détriment de l'axe 3 pour lequel la programmation a tardé à démarrer. Les premiers projets ont débuté en juin 2017 et les premières remontées de dépenses n'étaient prévues qu'en fin d'année 2018. Face à cette situation et au niveau de certification de l'axe en début d'année 2018 (0%), un important plan d'action a été mis en place par les équipes de l'Autorité de Gestion afin de prendre contact avec les porteurs pour les inciter et les accompagner à déposer les remontées de dépenses plus tôt qu'initialement prévu.

Ce plan d'action a tout de même permis de certifier 0,4 M€ soit 27% de la cible. Cependant, le niveau de réalisation des dossiers et le volume des dépenses présentées n'ont pas suffi pour atteindre la cible financière.

2. Perspectives pour 2023

La situation de l'axe 3 est due à un décalage de la programmation dans le temps et non un problème structurel de programmation. Bien que la programmation ait débuté tardivement, la programmation en coût total atteint au 31.12.2018, 3,8 M€ (soit 38% de l'allocation totale).

L'appel à projets lancé en juin 2018 a donné lieu au dépôt de 9 projets pour un montant de 4,1 M€ de coût total. Les perspectives de consommation de l'enveloppe totale en fin de programmation sont donc très favorables.

De plus, il est important de noter que les projets programmés en 2017 ont déjà pu donner lieu à des réalisations quantifiables et que les perspectives d'atteintes des cibles 2023 pour les indicateurs qualitatifs sont également bonnes.

DOCUMENTS

Intitulé du document	Type de document	Date du document	Référence locale	Référence de la Commission	Fichiers	Date d'envoi	Envoyé par
----------------------	------------------	------------------	------------------	----------------------------	----------	--------------	------------

RÉSULTATS DE LA DERNIÈRE VALIDATION

Gravité	Code	Messages
Info		La version du rapport de mise en œuvre a été validée.
Avertissement	2.11	Dans le tableau 1, lorsque l'indicateur quantitatif et l'axe prioritaire AT sont renseignés, la somme de la ventilation annuelle par sexe doit être égale au total annuel. Erreurs par axe prioritaire/objectif spécifique/code de l'indicateur avec: 4/OSat/1 . Échec des années: 2015, 2016, 2017, 2018
Avertissement	2.11	Dans le tableau 1, lorsque l'indicateur quantitatif et l'axe prioritaire AT sont renseignés, la somme de la ventilation annuelle par sexe doit être égale au total annuel. Erreurs par axe prioritaire/objectif spécifique/code de l'indicateur avec: 4/OSat/2 . Échec des années: 2014, 2015, 2016, 2017, 2018
Avertissement	2.37	Dans la section «Stratégies macrorégionales et stratégies relatives aux bassins maritimes», au moins un élément pertinent doit être sélectionné concernant la stratégie EUSALP
Avertissement	2.48	La valeur annuelle enregistrée dans le tableau 1 est inférieure à la valeur de référence et s'éloigne de la cible pour l'axe prioritaire: 1, priorité d'investissement: 6c, objectif spécifique: OS1, indicateur: Ir1, catégorie de région: M, année: 2014 (14 800 560,00 < 50 798 000,00). Veuillez vérifier.
Avertissement	2.48	La valeur annuelle enregistrée dans le tableau 1 est inférieure à la valeur de référence et s'éloigne de la cible pour l'axe prioritaire: 1, priorité d'investissement: 6c, objectif spécifique: OS1, indicateur: Ir1, catégorie de région: M, année: 2015 (15 205 424,42 < 50 798 000,00). Veuillez vérifier.
Avertissement	2.48	La valeur annuelle enregistrée dans le tableau 1 est inférieure à la valeur de référence et s'éloigne de la cible pour l'axe prioritaire: 1, priorité d'investissement: 6c, objectif spécifique: OS1, indicateur: Ir1, catégorie de région: M, année: 2016 (15 179 060,00 < 50 798 000,00). Veuillez vérifier.
Avertissement	2.48	La valeur annuelle enregistrée dans le tableau 1 est inférieure à la valeur de référence et s'éloigne de la cible pour l'axe prioritaire: 1, priorité d'investissement: 6c, objectif spécifique: OS1, indicateur: Ir1, catégorie de région: M, année: 2017 (15 756 283,00 < 50 798 000,00). Veuillez vérifier.
Avertissement	2.48	La valeur annuelle enregistrée dans le tableau 1 est inférieure à la valeur de référence et s'éloigne de la cible pour l'axe prioritaire: 1, priorité d'investissement: 6c, objectif spécifique: OS1, indicateur: Ir1, catégorie de région: M, année: 2018 (14 993 004,00 < 50 798 000,00). Veuillez vérifier.
Avertissement	2.48	La valeur annuelle enregistrée dans le tableau 1 est inférieure à la valeur de référence et s'éloigne de la cible pour l'axe prioritaire: 3, priorité d'investissement: 5b, objectif spécifique: OS4, indicateur: Ir9, catégorie de région: M, année: 2018 (5,60 < 7,00). Veuillez vérifier.
Avertissement	2.50	La valeur annuelle enregistrée dans le tableau 1 est supérieure à la valeur de référence et s'éloigne de la cible pour l'axe prioritaire: 1, priorité d'investissement: 6d, objectif spécifique: OS2, indicateur: Ir2, catégorie de région: M, année: 2015 (56,70 > 53,00). Veuillez vérifier.
Avertissement	2.50	La valeur annuelle enregistrée dans le tableau 1 est supérieure à la valeur de référence et s'éloigne de la cible pour l'axe prioritaire: 1, priorité d'investissement: 6d, objectif spécifique: OS2, indicateur: Ir2, catégorie de région: M, année: 2016 (58,00 > 53,00). Veuillez vérifier.
Avertissement	2.50	La valeur annuelle enregistrée dans le tableau 1 est supérieure à la valeur de référence et s'éloigne de la cible pour l'axe prioritaire: 1, priorité d'investissement: 6d, objectif spécifique: OS2, indicateur: Ir2, catégorie de région: M, année: 2017 (58,00 > 53,00). Veuillez vérifier.
Avertissement	2.50	La valeur annuelle enregistrée dans le tableau 1 est supérieure à la valeur de référence et s'éloigne de la cible pour l'axe prioritaire: 1, priorité d'investissement: 6d, objectif spécifique: OS2, indicateur: Ir2, catégorie de région: M, année: 2018 (56,60 > 53,00). Veuillez vérifier.
Avertissement	2.52	Dans le tableau 3A, le total annuel enregistré représente 105,56 % de la valeur cible totale pour «S», axe prioritaire: 1, priorité d'investissement: 6c, indicateur: IR3, catégorie de région: M, année: 2018. Veuillez vérifier.
Avertissement	2.52	Dans le tableau 3A, le total annuel enregistré représente 108,18 % de la valeur cible totale pour «S», axe prioritaire: 2, priorité d'investissement: 3d, indicateur: CO01, catégorie de région: M, année: 2016. Veuillez vérifier.
Avertissement	2.52	Dans le tableau 3A, le total annuel enregistré représente 108,18 % de la valeur cible totale pour «S», axe prioritaire: 2, priorité d'investissement: 3d, indicateur: CO01, catégorie de région: M, année: 2017. Veuillez vérifier.
Avertissement	2.52	Dans le tableau 3A, le total annuel enregistré représente 111,82 % de la valeur cible totale pour «S», axe prioritaire: 2, priorité d'investissement: 3d, indicateur: CO01, catégorie de région: M, année: 2018. Veuillez vérifier.
Avertissement	2.52	Dans le tableau 3A, le total annuel enregistré représente 125,45 % de la valeur cible totale pour «S», axe prioritaire: 4, priorité d'investissement: -, indicateur: IRat3, catégorie de région: , année: 2016. Veuillez vérifier.
Avertissement	2.52	Dans le tableau 3A, le total annuel enregistré représente 125,45 % de la valeur cible totale pour «S», axe prioritaire: 4, priorité d'investissement: -, indicateur: IRat3, catégorie de région: , année: 2017. Veuillez vérifier.
Avertissement	2.52	Dans le tableau 3A, le total annuel enregistré représente 125,45 % de la valeur cible totale pour «S», axe prioritaire: 4, priorité d'investissement: -, indicateur: IRat3, catégorie de région: , année: 2018. Veuillez vérifier.
Avertissement	2.52	Dans le tableau 3A, le total annuel enregistré représente 130,30 % de la valeur cible totale pour «S», axe prioritaire: 3, priorité d'investissement: 5b, indicateur: IR7, catégorie de région: M, année: 2018. Veuillez vérifier.
Avertissement	2.52	Dans le tableau 3A, le total annuel enregistré représente 133,33 % de la valeur cible totale pour «S», axe prioritaire: 4, priorité d'investissement: -, indicateur: IRat1, catégorie de région: , année: 2016. Veuillez vérifier.
Avertissement	2.52	Dans le tableau 3A, le total annuel enregistré représente 133,33 % de la valeur cible totale pour «S», axe prioritaire: 4, priorité d'investissement: -, indicateur: IRat1, catégorie de région: , année: 2017. Veuillez vérifier.
Avertissement	2.52	Dans le tableau 3A, le total annuel enregistré représente 133,33 % de la valeur cible totale pour «S», axe prioritaire: 4, priorité d'investissement: -, indicateur: IRat1, catégorie de région: , année: 2018. Veuillez vérifier.
Avertissement	2.52	Dans le tableau 3A, le total annuel enregistré représente 140,00 % de la valeur cible totale pour «S», axe prioritaire: 1, priorité d'investissement: 6d, indicateur: IR4, catégorie de région: M, année: 2015. Veuillez vérifier.
Avertissement	2.52	Dans le tableau 3A, le total annuel enregistré représente 170,91 % de la valeur cible totale pour «S», axe prioritaire: 1, priorité d'investissement: 6c, indicateur: IR1, catégorie de région: M, année: 2016. Veuillez vérifier.
Avertissement	2.52	Dans le tableau 3A, le total annuel enregistré représente 174,55 % de la valeur cible totale pour «S», axe prioritaire: 1, priorité d'investissement: 6c, indicateur: IR1, catégorie de région: M, année: 2017. Veuillez vérifier.

